

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 520, 1,50 F
JEUDI 6 JANVIER 1972



**Au Vietnam
le peuple décide**

Lorraine

Les militantes et la lutte pour l'emploi

Les points de départ de l'analyse de la situation pour les femmes ont été :

1) Le cas d'une femme chef de famille qui, malgré son C.A.P. de sténo-dactylo, n'a pas trouvé de travail autre que celui de femme de service.

2) Le cas de Chtioui, travailleur immigré, OS2 électricien, dont on expulse la famille, car, dit le sous-préfet, « dans la période de récession actuelle, un travailleur sans famille est une main-d'œuvre beaucoup plus mobile. »

Dans la rédaction du tract d'appel à la population, la décision a été prise, pour débiter, de ne pas faire une très longue analyse politique globale, mais de toucher le maximum de gens en partant de la réalité quotidienne.

Cependant, dès la première manifestation, composée majoritairement de femmes non politisées, le lien avec le problème de la liquidation de la Lorraine a été établi par des interventions. Les militantes les plus avancées ont pu replacer cette lutte dans l'optique des comités de résistance populaire, grâce à l'analyse de la liquidation de la Lorraine qui se fait collectivement dans les sections.

Comment la situation des femmes en Lorraine se rattache à la situation globale de la région ?

1) Il n'y a pas de possibilité de formation : les seuls C.A.P. sont ceux de dactylo et de couture, alors qu'il n'y a aucun débouché. Les C.E.T. appartenant à de Wendel Sidelor n'acceptent que les garçons.

2) Les jeunes filles sont souvent embauchées comme apprenties, et dès qu'elles ont 18 ans et qu'il faudrait les payer plus, on les licencie. Donc seul le mariage leur assure la sécurité matérielle.

3) Dans la conjoncture angoissante de la sidérurgie (licenciements, suppression des heures supplémentaires), les femmes doivent trouver du travail :

— les magasins prennent les vendeuses à l'essai à salaire minime (640 F par mois), et dès la période d'essai terminée, ils les remplacent par d'autres ;

— comme il n'y a aucune possibilité de recyclage ou

de F.P.A. (sur les lieux et dans des conditions acceptables selon leur niveau), toutes les femmes cherchent des gardes d'enfants « au noir », ou des emplois de femme de service à n'importe quelle condition ;

— une des seules usines de femmes de la région encore en fonctionnement, une usine de charcuterie, emploie du personnel horaire, embauche et débauche selon les impératifs de la production.

4) C'est sur les quelques emplois de bureau qu'occupent les femmes dans la sidérurgie qu'on a testé les mesures qui ont ensuite été étendues à tous les travailleurs. Par exemple, chez de Wendel, le contrat temporaire avec licenciement au bout de deux mois d'absence pour maladie n'a été appliqué en 1967 qu'aux femmes et aux jeunes des bureaux ; les travailleurs n'ont pas réagi, car ils estimaient que le salaire de la femme n'était qu'un salaire d'appoint — mais en 71, cette mesure a été étendue à toutes les catégories.

Cette situation est encore aggravée du fait du manque ou de l'insuffisance des équipements collectifs : pas de cantine scolaire, très peu de crèches, et avec des heures d'ouverture ne convenant pas aux femmes qui travaillent, des maternelles ouvertes à partir de 4 ans seulement.

La contribution des femmes à la lutte pour l'emploi en Lorraine ne doit pas seulement être celle d'une force d'appoint. Elles doivent amener également leurs propres revendications.

Il ne s'agit pas de se mettre sur la défensive, et de ne pas bouger tant que « l'essentiel » n'est pas touché, c'est-à-dire l'emploi des hommes français. Car les attaques contre les marginaux, ou considérés comme tels (femmes, travailleurs immigrés) servent de test au patronat. Les femmes ne doivent pas se contenter d'être dans de simples comités de soutien des luttes des hommes, mais aussi mener la lutte pour l'emploi sans ségrégation.

Il est donc nécessaire que les femmes se rencontrent au niveau régional, et participent en tant que groupe aux réunions entreprises régionales.

Commission régionale entreprise de Lorraine.

En direct

Victoire ouvrière à Hautmont

Vendredi 24 décembre à l'aciérie de la Providence (Hautmont), une équipe d'ouvriers du laminoir voulait travailler, à l'occasion de Noël, de 12 heures à 18 heures, au lieu de 14 heures à 20 heures, heures habituelles de l'équipe.

Le patron ayant refusé, les ouvriers décident de ne pas venir à l'usine ce jour-là. Ils bloquent la production, en laissant l'acier à l'intérieur des fours, ce qui a pour conséquence de détériorer toute la coulée.

Le lundi 27 décembre, les treize ouvriers de l'équipe sont licenciés. Trois postes, puis toute l'aciérie se mettent en grève.

Mardi 28, sous la menace d'une grève générale prolongée, le patron cède et réembauche les treize licenciés. Mercredi, le travail a repris normalement.

(A.P.L.)

La répression continue à Montpellier

Un assistant de philosophie à la faculté des Lettres, Claude Morali, vient de voir son détache-

ment dans l'enseignement supérieur résilié. Il a été ensuite suspendu de l'enseignement secondaire. En clair, il est mis à la porte de l'enseignement public. Pourtant, le conseil d'U.E.R. et le conseil d'université avaient donné un avis favorable à son maintien : la participation a ses limites.

Il est vrai que l'enseignement de Morali était subversif, puisque on y parlait de politiciens barbus du XIX^e siècle. L'affaire revêt un caractère véritablement scandaleux. Il semble maintenant bien établi par la commission d'enquête mise en place par les étudiants, que Morali a été la victime d'une dénonciation venant du président de la fédération de parents d'élèves (tendance Armand), M. Joyeux. On a retrouvé la trace de coups de téléphone échangés entre M. Joyeux, le rectorat, et autres autorités bien placées.

Depuis trois semaines, en psychologie, en philo, en socio, les étudiants sont en grève. Le S.N.E.-Sup. s'est cantonné dans la légalité et a invoqué pour mener sa protestation la garantie de l'emploi, le non-respect du statut des fonctionnaires, etc.

Un comité enseignants vient de se créer. Il entend poser le problème en ses termes véritables : l'affaire Morali est un nouvel exemple de la répression politique qui s'abat à la fois sur les travailleurs intellectuels (lycéens, étudiants et enseignants de tous ordres) et sur les entreprises. Ce comité a déjà recueilli 30 adhésions. Il se tient en liaison permanente avec les étudiants.

Il faut réintégrer Morali !

Quand un pouvoir tape sur ses travailleurs intellectuels, on sait ce que ça veut dire !

Les gorilles de la Samaritaine

Vendredi 24 décembre 1971, dans l'après-midi, des responsables de la fédération du Commerce C.F.-D.T., du syndicat parisien du Commerce C.F.D.T. et des délégués C.F.D.T. de la Samaritaine — grand magasin parisien — ont été sauvagement agressés par la direction de ce magasin, entourée de sa police spéciale.

Alors qu'ils informaient la clientèle et le personnel sur le débrayage qui a eu lieu à 17 heures, pour l'obtention d'un treizième mois (que tous les grands magasins parisiens ont déjà) ; contre la répression antisyndicale ; contre l'embauche d'un ex-commissaire comme chef de cette police spéciale, une cinquantaine de gorilles de la direction ayant à leur tête M. Renand (PDG) ont attaqué sans aucun motif les militants syndicaux.

La protestation s'organise. Ce ne sera plus si simple pour les gorilles.

Henry Rosengart n'est plus

La nouvelle nous est parvenue le 31 décembre. Henry Rosengart, membre du comité politique de notre journal, est mort au cours d'un accident de voiture, à quelques kilomètres d'Alger. Il avait trente-six ans.

Nous sommes tous bouleversés par cette disparition. L'estime et l'amitié que nous portions à Henry étaient générales. Avec lui, tous les dialogues étaient directs, francs, dépourvus de la moindre ambiguïté. L'humour et la pudeur lui permettaient chaque fois que cela était nécessaire, d'animer la discussion... ou de détendre l'atmosphère.

Depuis quelques années, il s'était intégré à l'équipe de « Tribune Socialiste », dont il était un des piliers. Mais il ne bornait pas ses activités au journal. Nos camarades immigrés, pour lesquels il menait un combat inlassable, et parfois périlleux, mesurent tout autant, sinon mieux que nous, l'étendue de cette perte.

Que sa femme et sa famille soient ici assurées de notre amitié. Nous n'oublierons pas Henry Rosengart, et poursuivrons son combat.

LE COMITE DE REDACTION.

Reprise des cartes 1972

Les Batignoles - Renault - Evian - Burgos - Deshayes - Guyot - le palais des Sports sont représentatifs à bien des égards des luttes qui se sont déroulées en 1971. Mais 1968 reste présent dans toutes les couches sociales.

Le parti a pour sa part rempli dans tous ces conflits sociaux son rôle politique. Luttas souvent difficiles pour ses militants car partout la tâche de l'adversaire principal a toujours été facilitée par l'attitude et les mots d'ordre des courants réformistes.

Les nouvelles formes de luttes inventées par les travailleurs, même si elles n'ont pas amené des victoires en 1971, démontrent qu'ils sont aujourd'hui disponibles et mobilisables pour des batailles visant à transformer les rapports de production.

La classe ouvrière se forge depuis 1968 une nouvelle conscience, elle est plus combative, elle se sent plus radicale, elle a besoin pour mener ses luttes d'organisations qui sachent à la fois s'accommoder de la légalité bourgeoise et créer de nouvelles formes de légalité.

Notre parti peut et doit répondre à cette aspiration profonde. Pour cela il doit devenir crédible aux yeux des travailleurs. Il lui faut donc non seulement répondre à leurs aspirations de transformation sociale, mais aussi grandir, activer son influence, ses capacités organisatrices et d'impulsion de la lutte générale contre le capitalisme.

L'heure est donc au renforcement et au développement du parti : la reprise des cartes 1972 doit en être la première initiative.

Le mois de janvier sera consacré par tous les militants et toutes les organisations à une reprise de contact générale du

parti avec tous ceux, militants et sympathisants, qui luttent à nos côtés dans les organisations de masse (syndicats, groupes de quartier, comités d'usagers ou de défense, Secours Rouge...).

Nous appelons toutes les sections à organiser rapidement les réunions de reprise de carte sur les thèmes suivants : intervention du parti dans les luttes sociales, développement de l'initiative centrale du parti : la révolution qu'est-ce que c'est ?

La direction du parti est prête en ce qui la concerne à fournir l'aide nécessaire aux responsables de sections et de fédérations.

Au cours de chaque réunion, il faudra non seulement remettre les cartes 1972 à tous les militants du parti, mais encore faire de nouvelles adhésions parmi les militants que l'on retrouve dans les luttes qui se déroulent dans les entreprises ou sur le cadre de vie ; il faudra enfin vendre des cartes de sympathisants à ceux qui, dans quelques mois, deviendront des militants du parti et à ceux qui peuvent et veulent nous aider matériellement sans vouloir s'engager plus loin avec nous.

Chaque militant et chaque organisation du parti doit être conscient qu'une reprise de carte est un acte politique important.

Cette année il l'est davantage car il s'agit non seulement de renforcer les liens qui nous unissent au parti mais également d'accroître ses forces et son rayonnement.

L'écho de l'intervention du parti dans les luttes récentes, et celui que recueille son initiative centrale : la révolution qu'est-ce que c'est ?, nous indiquent la voie. Bon courage à tous.

BUREAU NATIONAL

éditorial

Les contes du nouvel an de Pompidou

Michel Rocard

Bonne année. Si, si, c'est vrai : malgré le caractère un peu rituel de la formule, le Parti Socialiste Unifié juge utile de vous souhaiter une bonne année à tous, ses militants, ses sympathisants, les lecteurs de sa presse, ses amis, comme à ses critiques attentifs. Nous avons en effet des choses importantes à nous souhaiter, comme de ne pas voir les modestes économies effectuées au futur logement accaparées par quelque escroc protégé par l'U.D.R., ou de ne pas être victime des racketts organisés par une société spécialisée dans l'emploi de tueurs recrutés au S.A.C. et protégés par l'U.D.R. L'année dernière on aurait souhaité plus simplement de n'être pas bastonné dans quelque commissariat de police ou quelque panier à salade. Ce souhait reste actuel, et nous vous le renouvelons bien volontiers.

Mais il faut dire que la manière dont le clan au pouvoir étend sa razzia sur le pays par hommes de main interposés s'est largement aggravée et diversifiée cette année. Voilà un élément important du bilan de l'année qu'il ne faudrait pas sous-estimer. En effet, puisque le début de l'an est riche en routines variées, celle des vœux comme celle des bilans, profitons de l'occasion pour réfléchir un peu au bilan en question.

Les habitants de notre doux pays, et notamment ceux d'entre eux qui sont télespectateurs, se sont offerts de bons moments à lire ou à entendre les considérations de nos gouvernants et de leur service de presse officiel — je peux parler de l'O.R.T.F. — à ce sujet. Mais la gaité de tout un chacun devant ces performances écrites ou parlées venait moins de la joie profonde qu'aurait pu soulever un bilan réellement euphorique, que de l'humour persifleur qui jaillissait devant le décalage entre le verbe et la réalité.

Comment maquiller un bilan pour les fêtes

Vous ne vous doutiez pas que la France était à ce point un pays heureux et sans histoire ? Mauvais esprits que vous êtes. Vous avez d'ailleurs quelques excuses. Il est vrai par exemple qu'il n'y a guère plus d'inflation chez nous que chez les grands pays voisins. Cela n'empêche pas le pouvoir d'achat des travailleurs d'être grignoté petit à petit par la hausse des prix. Il est vrai aussi qu'il y a, proportionnellement à la population,

un peu moins de chômeurs chez nous qu'en Angleterre ou aux Etats-Unis. Cela n'empêche pas que nous approchons du demi million, tous records battus depuis la libération. Il est encore vrai que les profits des sociétés françaises sont en moyenne beaucoup plus élevés cette année que ceux des sociétés anglaises, allemandes ou italiennes. Mais ce n'est là un sujet de satisfaction que pour un milieu bien restreint, et cela tient à ce que la France, ayant un commerce international relativement moins intense que les autres par rapport à sa production, est toujours atteinte plus tard par les difficultés économiques internationales : ce n'est donc que partie remise, on en reparlera dans six mois.

Bref il est possible de faire de l'année 1971 un bilan léniifiant. Mais le plus curieux dans cette affaire c'est justement le laconisme de ces bilans. Le voile est pudiquement jeté sur la crise scolaire, la crise hospitalière, l'urbanisation sauvage et la spéculation foncière. La concussion envahit-elle l'O.R.T.F. ? Des scandales se multiplient-ils dans tous les domaines ? L'U.D.R. sacrifie quelques hommes, mais fait tout pour que ne soit pas posée la seule vraie question : cette floraison fantastique d'affaires toutes plus véreuses les unes que les autres n'a-t-elle pas un lien avec la nature même du pouvoir de la Cinquième République ? Là aussi, on étouffe.

L'exemple monétaire

Il faudrait donc faire le vrai bilan, celui que vivent les Français à travers leurs difficultés de tous les jours. Mais ce serait longue affaire, et quelque peu inutile dans la mesure où ce journal s'attache, de semaine en semaine, à le faire au fur et à mesure des événements, des décisions ou des résultats connus. Ne prenons donc qu'un seul exemple de ce redressement nécessaire de l'information : celui des négociations monétaires internationales.

Bilan officiel : la résistance opiniâtre de la France aux pressions américaines oblige M. Nixon à rencontrer le Président Pompidou avant tout autre interlocuteur européen. C'est devant cette résistance que les Etats-Unis sont contraints de dévaluer le dollar. Le franc ne bouge pas. C'est un triomphe.

Bilan réel : les Américains avaient quatre objectifs majeurs et un objectif subsidiaire.

Les quatre objectifs majeurs étaient : 1) de maintenir un protectionnisme douanier élevé chez eux, 2) de maintenir l'inconvertibilité du dollar en or ou en toute autre monnaie, 3) de créer un écart entre les cours du dollar et des monnaies européennes et japonaises, 4) de réduire le protectionnisme du Marché commun. Après les décisions des Açores et de la conférence des Dix, les quatre objectifs sont atteints. La taxe de 10 % sur les importations aux U.S.A. est encore maintenue, le dollar reste inconvertible, l'écart de cours voulu est obtenu, la négociation commerciale avec la Communauté s'ouvre, à l'encontre des affirmations les plus formelles du gouvernement français. Mais l'objectif subsidiaire qui était de ne pas dévaluer le dollar n'est pas atteint. Pour obtenir cet Austerlitz monétaire, les Américains ont dû mettre le prestige du dollar dans leur poche et dévaluer. Qui plus est, il leur a fallu le faire poliment, ce dont ils n'ont pas l'habitude. M. Pompidou fut le bénéficiaire de ces égards : reste à savoir ce que cela nous coûtera.

Silence ou révolte

On voit à quel point, sur un problème limité, le redressement de l'image officielle est important. Mais chose étonnante : le ronron officiel n'en est pas affecté. La France vit une période d'étrange silence politique. A côté d'un Parlement vide où il ne se passe rien, les organisations politiques règlent chacune leurs petites affaires de leur côté. La majorité est tout entière occupée à camoufler les dégâts qui font ses compromissions et ses divergences internes. Les réformateurs vendent la réforme et les communistes le programme dans une indifférence assez générale, et le parti socialiste réussit cette prouesse de faire des contradictions qu'il vit au sujet de son propre programme un objet de propagande.

Finalement l'enjeu réel de l'année 1972, et le vœu qu'il nous faut formuler à son sujet, c'est que le mouvement révolutionnaire parvienne à donner une puissance réelle et une crédibilité à l'alternative qu'il est seul à présenter. Car, que signifient des faits comme l'étonnant manifeste de l'Eglise réformée de France, ou la révolte des prisons, pour ne donner que ces deux exemples, sinon que la société capitaliste tout entière est en cause et qu'il importe d'en préparer le changement. □

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
9, RUE BORROMÉE, PARIS-15^e

L'essentiel, c'est de vendre

Christian Guerche

LE groupe de presse « Fran-par », contrôlé par Hachette, et qui comprend « France-Soir », « Réalités », « Entreprise », « France-Dimanche », « Elle », etc., s'est illustré cette semaine par deux initiatives spectaculaires :

Dans le premier cas, et toujours à la pointe de l'information, il n'a pas hésité à annoncer la mort de Maurice Chevalier huit jours avant dans « France-Dimanche », avec les détails : « Derniers moments, confidences au docteur, à l'infirmière, au prêtre », etc. Six pages spéciales. « Vous saurez tout sur la mort de Maumau. » Rien de manquait. Pour ceux qui croient aux belles phrases sur l'information objective dont se réclame si souvent Pierre Lazareff, il y a eu quelques surprises ; pour les autres, dont nous sommes, c'est la démonstra-

tion édifiante des techniques que sont capables d'employer les marchands de papier. Inventer l'information pour mieux vendre.

Car tel est l'impératif.

Mieux vendre. Et c'est la deuxième initiative. Les Français ne sourient pas assez. Il faut en finir avec la morosité. Hachette et Prouvost, patron de R.T.L., unissent leurs efforts. Que diable, comme l'a dit Pompidou, il ne faut pas dramatiser. Bien au contraire, les Français doivent comprendre qu'ils sont heureux, heureux, comme dirait Fernand Raynaud.

Mais derrière cette opération, il y en a une autre, beaucoup plus significative. Elle est parfaitement expliquée dans le placard ci-contre paru dans un journal professionnel des milieux de publicitaires.



C'est rond. C'est jaune. C'est drôle. Ça vend.

Ce petit rond souriant, symbole de la bonne humeur et de l'optimisme, nous l'avons baptisé « le sourire ». En Amérique, il a 200 millions de fans, il a un succès fou, il fait tout vendre. En France, on va le voir partout tout au long de l'année 1972. Il va dérider 55 millions de Français, à la télévision, dans les journaux, à la radio. Profitez de l'engouement des Français pour « le sourire », mettez-le au service de vos annonceurs : il peut animer les produits, les points de vente, les campagnes publicitaires...

« le sourire » sera le meilleur vendeur en 1972.

Prenez-le au sérieux.

KIM JUNIOR : Direction Franklin Loufrani
90 Champs Elysées Paris 8^e. Tél. 225 23-84 - 225 35-54 - 359 92-12.
Marque déposée all european rights reserved by kim junior France

RÉPRESSION - RÉPRESSION - RÉPRESSION - RÉPRESSION

Lyon

Quand Marcellin épure l'administration des P.T.T.

On se souvient peut-être que Marcellin avait envoyé en 1970 une circulaire à toutes les administrations, circulaire qui recommandait fermement d'épurer l'administration de tous les éléments contestataires. Pour ce faire tous les moyens sont permis, toute la hiérarchie administrative n'a plus qu'à exécuter les ordres du pouvoir. C'est ainsi que l'administration des P.T.T. vient encore une fois de prouver qu'elle appliquait les consignes du ministre de l'Intérieur, dictées par la Préfecture.

Licenciement politique

Notre camarade Jean-Jacques Dehan auxiliaire sous contrat au central téléphonique de Lyon inter, militant du groupe P.T.T. du P.S.U. vient d'être licencié le 31 décembre. Motif : « l'enquête administrative faite à la suite de votre embauchage vous étant défavorable, il ne m'est pas possible d'envisager la prolongation de votre utilisation. » Cette même enquête administrative lui interdit d'ailleurs aussi le passage du concours. Voici la réponse qu'il a reçue à une requête au ministre des P.T.T. « Objet : concours de contrôleur (Branche I.E.M.) des 3, 4, 5 novembre 71.

Comme suite à votre requête du 26 novembre 71 je vous informe que la décision de ne pas vous autoriser à participer au concours sus-cité a été prise compte tenu de l'ensemble des renseignements parvenus de l'admi-

nistration au sujet de votre comportement.

Dans ces conditions, l'agrément de votre candidature à des concours ultérieurs ne saurait être envisagé du moins pour le moment. »

Ce cas n'est pas isolé. D'autres militants révolutionnaires se sont vu refuser le passage des concours. Tout agent de l'administration qui ose relever la tête est sanctionné. Pour l'auxiliaire c'est le licenciement (le contrat trimestriel camoufle et légalise ce procédé) ; pour le titulaire il a droit à d'autres méthodes : le passage en conseil de discipline est ce qui se fait de mieux avec comme sanction mutation d'office dans un autre bureau, mise à pied, etc.

Cette accentuation de la répression dans les P.T.T. n'est pas un hasard. Elle se situe dans un contexte de transformations des P.T.T. qui ont des répercussions sur les conditions de travail du personnel.

Les auxiliaires sont plus tendres...

Les P.T.T. se sont engagés résolument dans la rentabilisation et la privatisation d'un certain nombre de ses secteurs : téléphone, tenues de comptes gratuites pour les grosses entreprises par l'intermédiaire des Chèques postaux, location d'ordinateur au Crédit agricole à qui est abandonné le service financier rentable des zones rurales, etc. Le financement du téléphone est livré aux banques dont

l'empressement à investir dans ce secteur indique la certitude de hauts profits sans risques. Les P.T.T. au milieu d'une économie capitaliste n'échappent pas à la règle des rapports de production capitalistes. La modernisation des méthodes, l'entrée massive des machines n'ont fait qu'aggraver les conditions de travail sans améliorer la qualité du prétendu « service public ». La monotonie des tâches — division du travail de plus en plus poussée — si elle allège la fatigue physique, épuise nerveusement. La durée hebdomadaire du travail est encore élevée et ceci avec des amplitudes journalières qui peuvent aller jusqu'à 16 h ! La productivité dans la distribution s'est considérablement accrue, il en est de même pour les guichetiers des Chèques postaux, les centres de tri, les téléphonistes. Les cadences sont choses connues et les O.S. des P.T.T. ne manquent pas. Leurs noms : agent d'exploitation, contrôleur, agent des lignes, préposé, etc. La hiérarchie aussi évolue. Elle perd son caractère paternaliste. L'entreprise accentue le caractère répressif des chefs, comptant trouver remède aux contradictions nées de sa mutation interne et de sa mise au service du capitalisme. Une autre conséquence de cette mutation est l'auxiliarat (actuellement un tiers de l'effectif global est constitué d'auxiliaires). L'auxiliarat permet de passer outre à la rigidité due au statut qui

garantit l'emploi du titulaire. Grâce à la méthode des contrats de trois mois, il est possible d'embaucher et de licencier au gré des besoins et des progrès de l'automatisation.

Samedi libre... mais non payé

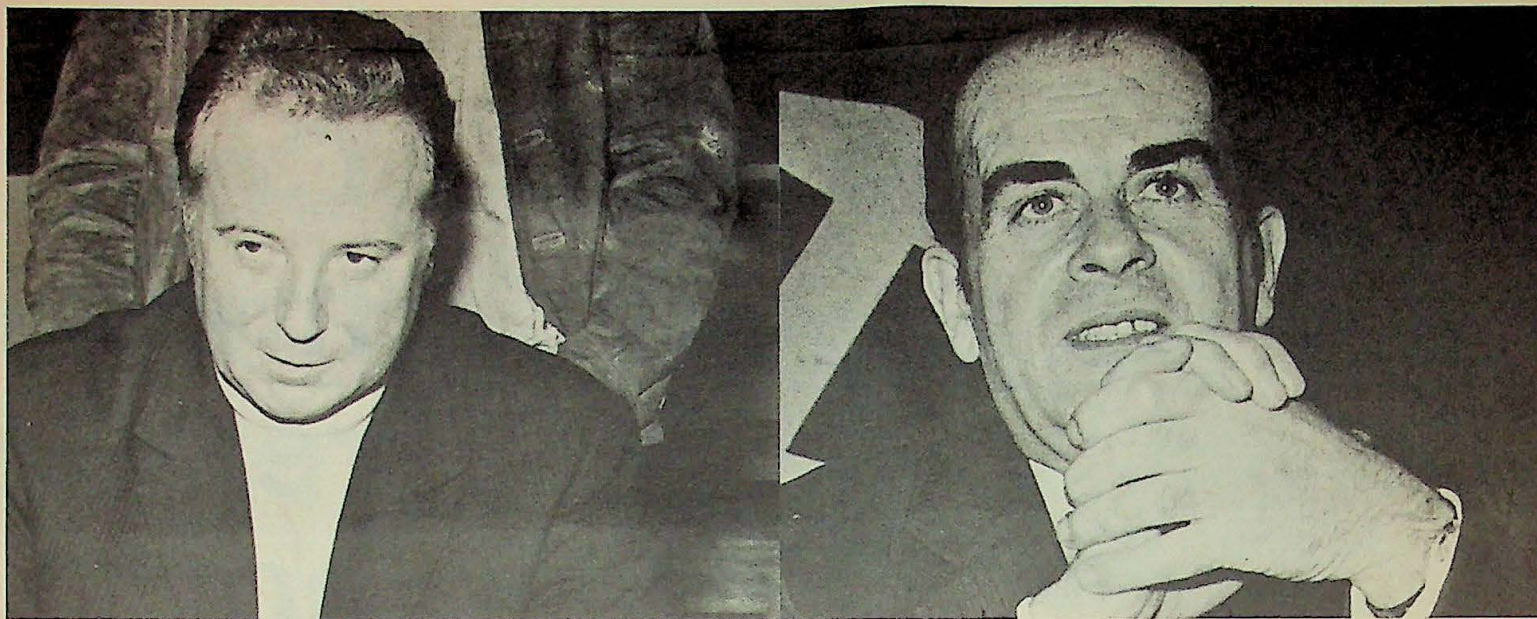
Les travailleurs des P.T.T. n'ont rien à envier à leurs camarades de la sidérurgie lorraine. Le personnel ressent de plus en plus durement les essais de cette rentabilisation et exprime son refus : depuis plusieurs mois les postiers parisiens veulent imposer le samedi libre en se mettant en grève le samedi. Seule ombre au tableau, l'administration refuse de le leur payer — les grèves se multiplient dans les centraux téléphoniques pour riposter aux licenciements massifs d'auxiliaires (Reims, Rodez, Decazeville, Millau, etc.).

Mais toutes ces luttes restent limitées, isolées donc peu dangereuses pour l'administration et le pouvoir dans l'immédiat. Les travailleurs ne prennent souvent conscience de leur situation que le couteau sur la gorge : lettre de licenciement aux auxiliaires, déplacement d'office des téléphonistes, suppression de recettes, centralisation de la distribution, etc. Un travail politique important est nécessaire pour unifier, coordonner les luttes et élever la conscience politique des travailleurs dans les P.T.T.

Groupe P.T.T.-P.S.U. de Lyon

Hérault

Un patron qui se prend pour Dieu



C.G.T. - C.F.D.T.

La pomme de discorde

La C.F.D.T. a par la publication de son document « Pour un socialisme démocratique » lancé avec la C.G.T. un débat qui reste ouvert. Le 15 décembre dernier, la C.G.T. a porté ses premières appréciations. Elles ne sont pas faites pour faire avancer le débat, si débat il peut y avoir.

D'un socialisme à l'autre

C'est la soumission ou pas à un modèle qui sépare les deux centrales. La réponse de la C.G.T. le montre bien. Elle classe les questions en trois catégories : celles auxquelles elle ne peut répondre parce qu'elles relèvent de réponses des partis de gauche. Celles auxquelles la C.G.T. a de son point de vue répondu par avance dans son document (sans préciser lesquelles); celles auxquelles elle répondra dans la préparation de son 38^e congrès.

Au total dans cette première réaction de la C.G.T. au texte de la C.F.D.T., il ne reste pas grand-chose :

- La C.G.T. déplore « le ton qui ne facilite pas une discussion positive ».

- Elle accuse la C.F.D.T. de ne pas définir la phase transitoire vers le socialisme comme la C.G.T. l'a fait.

- Elle repousse l'autogestion, idée maîtresse de la C.F.D.T.

- Elle constate que la C.F.D.T. ne veut pas participer à l'élaboration d'un programme commun de gauche en tant qu'organisation syndicale.

- Elle voit dans la stratégie de la C.F.D.T. (liaison entre luttes quotidiennes et perspectives socialistes) et plus particulièrement dans la lutte contre la hiérarchie sous toutes ses formes, une raison de discorde fondamentale.

Ces cinq points sont suffisants pour permettre de juger comme difficile sinon irréalisable une entente entre les

deux organisations, quant à leur conception du socialisme. Ils révèlent en effet, que la direction de la C.G.T. ne veut pas dévier d'un poil des conceptions du socialisme, de la transition, de la prise du pouvoir et des luttes sociales qui sont celles du P.C.F. La C.G.T. l'avoue implicitement à travers les renvois qu'elle fait à son propre document paru en mars. Chercher les correspondances entre le document C.G.T. et le programme de Champigny du P.C.F. est devenu jeu d'enfant et aujourd'hui le P.C.F. mobilise ses militants d'entreprise cégétistes pour diffuser son programme de gouvernement.

La situation est donc gelée. Le socialisme que la C.F.D.T. essaye de définir de façon encore floue en passant par-dessus toutes les traditions réformistes du P.C.F. et de la C.G.T. ne peut leur convenir. Les faiblesses du document C.F.D.T. sur l'analyse de l'Etat capitaliste et son renversement demeurent, ainsi d'ailleurs que les liaisons appropriation collective des moyens de production — propriété sociale — autogestion.

Mais on sait maintenant de chaque côté où on ne veut pas aller. La C.F.D.T. ne veut pas d'un socialisme s'apparentant à un capitalisme d'Etat revu et corrigé par le P.C.F., construit par-dessus la tête des travailleurs à la faveur des élections. La direction de la C.G.T. ne croit qu'à ça.

La guerre froide ou la coexistence pacifique ?

Un petit passage dans la réponse de la commission exécutive de la C.G.T. fait allusion « aux difficultés que l'on sait » créées en 1970 dans l'unité d'action pour la défense des revendications. Tout aussitôt après, la C.G.T. met en cause la conception de la C.F.D.T. de la hiérarchie qui introduirait une

confusion entre hiérarchie des structures économiques et hiérarchie des rémunérations. En un mot la C.G.T. demande à la C.F.D.T. de ne pas persister dans la voie d'une remise en cause de la hiérarchie capitaliste sous tous ses aspects.

La C.F.D.T. se félicitait en octobre dernier d'avoir, dans la plate-forme revendicative commune avec la C.G.T., fait accepter par cette dernière l'idée de se battre (en dehors des deux thèmes principaux : retraites et salaires) sur les conditions de travail, les travailleurs immigrés et la hiérarchie.

A malin, malin et demi ! La C.G.T. n'a pas reculé en acceptant ces thèmes de luttes. Elle en a tout simplement une autre conception et elle le rappelle aujourd'hui. Dans les entreprises les mots des déclarations des directions ne peuvent changer les vieux moules dans lesquels ont été forgés les militants.

Après la prise en acte de ces désaccords sur le socialisme, la C.G.T. rappelle qu'ils « ne sauraient entraver les initiatives à prendre pour la défense des revendications actuelles » et précise les actions communes : salaires, retraites, emploi et tout ce qui se rattache aux négociations en cours et à venir avec le C.N.P.F. Huit jours après la parution de ce texte, le 23 décembre, les directions C.G.T. et C.F.D.T. déclarent ne pas faire du débat sur le socialisme « une pomme de discorde ».

Comment interpréter ces déclarations ? Les deux confédérations restent soumises à une conjoncture dont les travailleurs subissent les conséquences en trois domaines précis : emploi, salaires et durée du travail. Elles ne peuvent donc pas éviter de réagir en commun à ces thèmes. Que la C.G.T. ait rappelé n'a rien de bien nouveau.

Qu'elle ait cru utile de préciser que des négociations allaient s'engager avec le C.N.P.F. et qu'une attitude commune était nécessaire est plus significatif, surtout après le rappel qu'elle considérait la volonté de la C.F.D.T. d'élaborer les revendications quotidiennes en rapport direct avec les perspectives socialistes comme un obstacle à l'unité d'action. Sur ce point la C.F.D.T. réagit peu.

Elle souhaite surtout que la discussion se poursuive et croit qu'il est possible de trouver un accord sans exiger du partenaire une renonciation sur ses principes.

Du côté de la C.F.D.T., on met donc en place la coexistence pacifique, tout en constatant que la volonté de la C.G.T. est bien déterminée : refuser le débat et absorber la C.F.D.T. dans le maximum d'actions communes.

Il reste donc que c'est encore sur la forme du débat, la manière de mener les luttes dans les mois à venir, comment y intégrer les soucis de chacun, (échec électorale pour la C.G.T., définition des objectifs par la base pour la C.F.D.T.) que la guerre froide peut s'engager.

Les incertitudes

La C.G.T. est à long terme gagnante dans toute procédure qui limiterait le débat à l'échelon des directions ou des guerres de communiqués. Elle a derrière le puissant levier que constitue en matière de stratégie politique, les propositions unitaires du P.C.F. La C.F.D.T. a jusqu'ici résisté au simplisme unitaire.

Résistera-t-elle mieux aux grandes campagnes que ne se lassera pas de proposer la C.G.T. sur l'emploi ou les salaires ?

L'attitude qu'elle aura avec la C.G.T. dans les prochaines négociations (S.N.C.F. en particulier) sera importante. Tout aussi importantes seront les luttes sur l'emploi. Les liaisons entre durée du travail, conditions de travail, hiérarchie avec les thèmes des retraites et de l'emploi que dans la lutte revendicative les militants ne manqueront pas d'établir gêneront les lourds mécanismes des négociations bi ou tripartites, ou des campagnes nationales. La C.G.T. n'y tient pas. La C.F.D.T. tiendra-t-elle le défi lancé par la C.G.T. d'abandonner les thèmes anti-hiérarchiques au profit de l'unité d'action ? De cette réponse dépend l'avenir de la plupart des luttes sociales des mois à venir.

Si pomme de discorde, il doit y avoir, la C.G.T. fera tout pour ne pas la manger mûre.

R. GRILLAULT

La Solamea est un sous-traitant d'I.B.M. installé à Pézenas (10.000 habitants). Économiquement la région est en totale régression. Noël, le P.D.G. a créé dit-il, cette usine d'appareillage électrique afin « de subvenir à la pénurie d'emplois et de remédier à un trop grand chômage ». En fait, aidé de quelques « chefaillons », il règne en maître sur les travailleurs.

« L'ordre, la propreté, et la discipline ne sont pas les commandements de Dieu, ce sont les miens » (inscription sur un mur de l'entreprise, signée Noël). Chaque exigence du patron (cadences, heures supplémentaires, *cuissage* même...) est ponctuée par la menace de la brimade (déqualification), du licenciement et donc dans la région du chômage.

La rareté des emplois dans la région, la jeunesse d'âge d'un personnel essentiellement féminin (17 à 21 ans), l'absence de toute implantation syndicale ont permis pendant longtemps le libre cours de l'autoritarisme patronal.

Mais, à la mi-novembre, le licenciement arbitraire (refus de prendre en considération des documents médicaux) de trois ouvrières, a provoqué une révolte. Le mercredi 17 novembre dans la nuit, 17 ouvrières ayant pris contact avec la C.F.D.T. décident dans l'enthousiasme le déclenchement d'une grève pour exiger la réintégration de leurs camarades.

Après une nuit de distribution de tracts dans la ville, et quelques heures d'explication auprès de l'ensemble des travailleurs, les 2/3 du personnel se mettent en grève immé-

diatement. La grève limitée au départ par la C.F.D.T. à 1/2 journée comme avertissement, va finalement se poursuivre un jour et demi en raison du refus de la part du patron de toute discussion et enfin du reniement de ses engagements.

La grève a permis outre la réintégration des licenciés, un large débat sur les conditions de travail et la popularisation de la lutte (par les travailleurs eux-mêmes puis par un comité populaire de soutien).

Aujourd'hui le patron a changé de tactique. Il donne la priorité aux pratiques de corruption et de division des travailleurs sur celle de répression.

La continuation de la lutte exige de voir clairement les forces en présence : le P.D.G. Noël n'agit pas seul ; pour briser cette initiative de lutte dans l'entreprise et sur la ville, il a de bons complices que la population a pu voir à l'œuvre : syndicat jaune « F.O. » à la Solamea ; maire P.S. qui tient à maintenir « l'ordre » :

1) *L'action de la C.F.D.T. sur la boîte* : défense des travailleurs licenciés, constitution d'une section syndicale, constitution d'un dossier sur les divers viols de la légalité bourgeoise par Noël (ceci pour recours devant les tribunaux et l'inspection du travail), préparation des élections au comité d'entreprise.

2) *Le comité de soutien* où les militants du Parti sont actifs : regroupant une base populaire, il se propose un travail d'information dans la ville et ses entreprises — pour susciter l'initiative populaire sur les problèmes de la Solamea.

Un comité de parents des jeunes travaillant à la Solamea est en train de prendre forme lentement, pour substituer aux protestations individuelles une riposte collective.

D'ores et déjà, un groupe de travailleurs de la Solamea se retrouve pour envisager la continuation de la lutte dans l'entreprise : contrôle des cadences, contrôle de la sécurité, par les travailleurs eux-mêmes.

La lutte de la Solamea ne fait que commencer. Il nous appartient de la développer en la popularisant (projet de tract sur les usines sous-traitantes d'I.B.M. à Montpellier) et en y accordant notre soutien matériel et militant.



C.S.F.

Non à l'augmentation de la cantine

La C.S.F.-Sescosem (Saint-Egrève) usine employant essentiellement de la main-d'œuvre féminine, fabrique du matériel d'électronique.

La direction se vante du caractère social de la cantine. Toutefois, le social a des limites ; fin octobre, le patron annonce froidement une augmentation de 20 pour cent de la cantine (soit environ 20 F par mois) !

Trois jours auparavant, ce même patron avait généreusement accordé 3 % d'augmentation sur les salaires (soit environ 30 F pour une O.S. à la Cossem). Le patron sait bien compter : « Je donne 30 F... j'en reprend 20, ça va bien, merci ! » Ça va d'autant mieux qu'en janvier la cantine avait déjà augmenté de 13 %.

La logique du patron

D'après la direction, il y a un déficit de 70.000 nouveaux francs. En juin, elle annonçait un bénéfice de 45.000 N.F. Qu'est-ce qu'on a bien mangé de juin à septembre, surtout qu'entre temps, il y a eu les vacances ! Mais il paraît que c'est une erreur d'écriture ! ?... De toute façon, la direction est seule responsable de la gestion, même le comité d'entreprise n'a aucun contrôle. Mais pour elle, c'est aux travailleurs de payer le déficit. Ben voyons ! Pour les équipières de la Cossem,

c'est clair : si la cantine augmente encore, elles ne pourront plus y manger. Huit heures devant les chaînes sans même pouvoir prendre un repas chaud, *merci patron !*

Les équipières : « on ne marche plus ». Les ouvrières d'une équipe de la Cossem discutent entre elles et décident de passer à l'action.

Le mercredi 3 novembre, une équipe sur trois apporte des sandwiches. Elles descendent les manger dans la cantine, afin d'informer tout le monde. Aussi, dès le lendemain, plus de la moitié des ouvrières boycottent la cantine ; on discute, des papiers circulent dans l'usine appelant à renforcer l'action.

Le soutien du Secours Rouge

Dès le début de l'action, le groupe P.S.U.-C.S.F. et les militants du Secours Rouge interviennent pour informer l'autre équipe, et les journalistes, pour populariser la lutte : collage d'affiches autour de l'usine. Ils essayent d'apporter un soutien concret aux équipières : distribution de pommes devant la cantine.

Dans l'usine, le mouvement se renforce. Le lundi 8 et le mardi 9, il y a au moins 80 % de travailleurs qui boycottent. Le 10, le groupe P.S.U. et le Secours Rouge appellent au boycott total et pour le permettre, ils distribuent des frites et des pommes grâce aux produits donnés par des paysans de la région contactés par S.R. Les travailleurs se partagent 20 kg de frites : le boycott est total.

Que font donc les syndicats ?

A propos des salaires, les équipières ont vu ce que les syndicats étaient capables de

faire : querelles de boutique, division (la C.F.D.T. appelle à débrayer, aussitôt les délégués C.G.T. passent dans les ateliers pour dire de ne pas sortir), débrayages inefficaces qui ne gênent pas le patron et font perdre de l'argent aux ouvrières

Alors elles ne font plus confiance aux syndicats. Cette fois elles ont démarré l'action seules.

Malgré la forte combativité, les travailleurs ne s'organisent pas réellement pour lutter. Les syndicats eux s'organisent : ils parachutent par-dessus la tête des travailleurs « une plate-forme commune de revendications » élaborée sans avoir consulté les équipières qui ont lancé l'action. Ils n'ont qu'un souci : négocier sur la base de cette plate-forme « sérieuse et réaliste »... afin de récupérer la lutte : c'est bientôt les élections professionnelles ! C'est pour cela que la C.G.T., dont presque tous les délégués ont mangé « au plateau » pendant toute la lutte, reprend (avec la C.F.D.T.) le mot d'ordre de boycott la veille du C.E.

La direction cède...

Le 26 novembre, le patron annonce qu'il renonce à l'augmentation et prend en charge le déficit de la cantine (il ne tient pas tellement à ce qu'on mette le nez dans sa comptabilité, le patron) !

Les ouvrières ne s'y trompent pas : si le patron a reculé, ce n'est pas à cause des négociations secrètes menées par les syndicats, par-dessus la tête des travailleurs en lutte, mais parce qu'elles ont réagi tout de suite, avant que l'augmentation entre en vigueur.

C'est parce que pendant trois semaines les équipières ont boycotté la cantine.

Forges stephanoises

Contre menaces de rendement accru

Les « Forges Stéphanoises », une entreprise spécialisée dans l'estampage et l'outillage à main : deux usines !

Une à Saint-Etienne, avec environ 500 ouvriers, fabrique en particulier l'outillage SAM.

Une à L'Horme (Loire), avec environ 600 ouvriers, fait

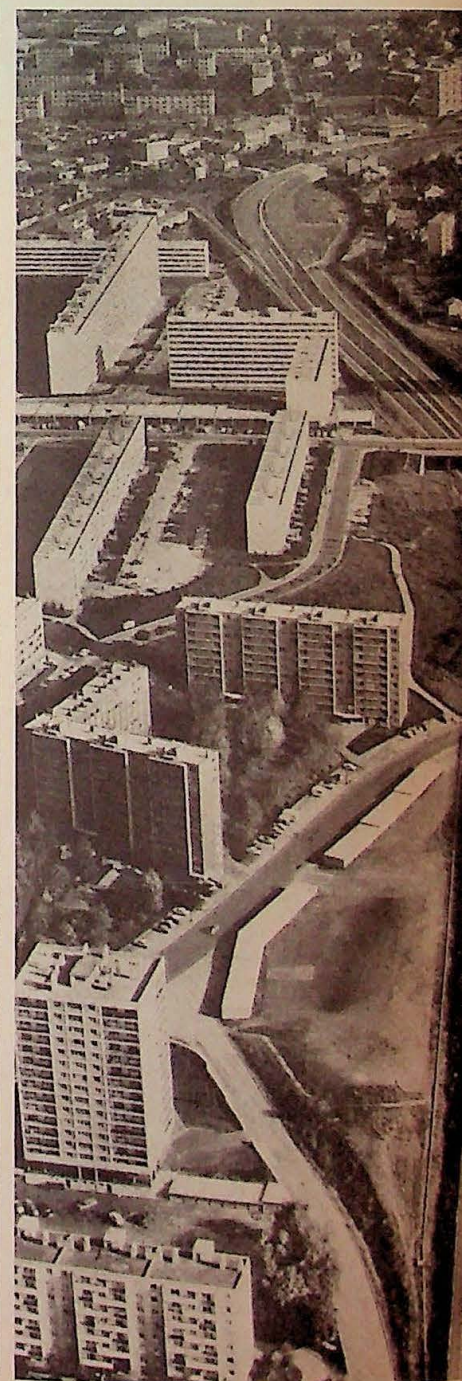


Photo extraite de « Connaissance de la Loire »

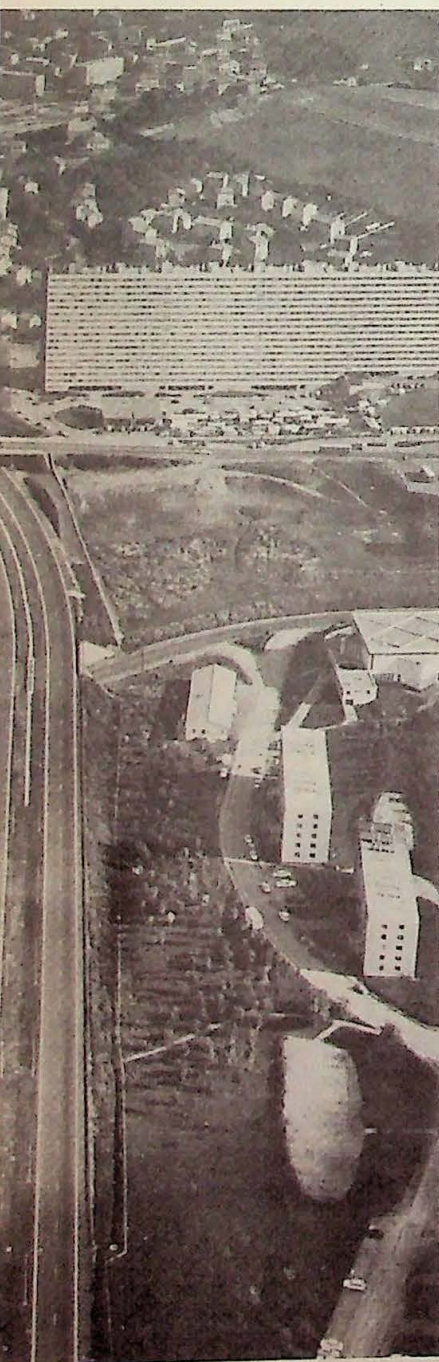
les s d'un ent

essentiellement de l'estampage.

Cette dernière se trouve dans la Vallée du Gier, zone industrielle de plus en plus marquée par le chômage.

Dans l'usine, deux syndicats :

La C.G.T., profitant d'un soutien électoral, mais peu portée sur le terrain des luttes.



La C.F.D.T., animée par un certain nombre de militants jeunes et actifs. L'entreprise est encore caractérisée par de dures conditions de travail dues à la multiplicité des fours et pilons : c'est ce qui explique une forte proportion de travailleurs immigrés.

C'est dans ce cadre que vient de se dérouler pendant sept semaines un conflit entre la direction et les 100 ouvriers de l'atelier « matrices ».

Le 11 octobre, la direction des « Forges Stéphanoises » de L'Horme réunit les délégués et leur annonce qu'elle va mettre en place une nouvelle méthode de calcul des salaires pour le personnel travaillant dans l'atelier où se font les matrices pour l'estampage. L'étude a été faite par un organisme extérieur, l'O.B.M. (Organisation Bossard-Michel) et a pour but de réduire de 25 % les temps servant au calcul du taux de base, moyennant une augmentation de la prime au rendement.

Le jeudi 14, au cours d'une réunion d'information, l'ensemble des travailleurs de l'atelier « matrices » refuse cette nouvelle méthode, exige le renvoi de l'O.B.M., et décide une demi-heure de grève en fin de journée. Vendredi matin, nouveau débrayage pendant la réunion des délégués avec la direction : celle-ci ne voulant rien céder, les travailleurs décident à l'unanimité la grève du « boni », et de ne plus remplir les bons de travail à partir du lundi 18 ; ce qui signifie pour le patron une perte de 40 % de sa production.

Dès le début, les travailleurs dévoilent les pièges que cache la méthode proposée : en effet, sous des apparences avantageuses (augmentation de la prime), le patron veut augmenter les cadences en vue d'accroître la production tout en maintenant le même effectif, et en tirer plus de profit.

Dès le début également, les ouvriers autogèrent leur lutte. Toutes les décisions sont prises par l'ensemble de l'atelier. Les propositions viennent des travailleurs et sont menées jusqu'au bout par eux. Par la forme de lutte adoptée (grève du boni), les travailleurs de l'atelier montrent leur *volonté d'imposer au patron leur propre rythme de travail*. Grâce à celle-ci, ils ont pu mettre en échec la répression patronale qui s'est exercée de différentes façons tout au long du conflit : lettres d'intimidation, changement de poste de tous les délégués, réduction d'horaire de 46 h à

40 h dans l'atelier tout d'abord, dans toute l'usine ensuite. Cette mesure de division visant à faire supporter à l'atelier matrices la responsabilité de cette diminution d'horaire, a été un échec total.

Qu'ont fait les syndicats ?

La C.G.T., hors du coup, a seulement été capable d'apposer des affiches dans l'usine appelant au respect de la légalité. Ce fut là sa seule intervention durant les sept semaines du conflit !

Par contre, la C.F.D.T., tout en étant minoritaire dans l'entreprise, a engagé toutes ses forces dans le mouvement. Elle a su à la fois respecter la volonté des travailleurs dans l'animation de la lutte et élargir le champ du conflit en le portant à la connaissance des travailleurs des usines de la région.

Le comité de soutien

Trois jours après la décision de faire la grève du boni, le P.S.U. distribue un tract reprenant les mots d'ordre du contrôle ouvrier :

— les travailleurs doivent imposer au patron leur propre rythme de travail ;

— rejeter toutes les méthodes de primes et les faire intégrer dans le salaire de base.

Un deuxième tract a été également diffusé par le P.S.U. dans toutes les usines de la région, afin de populariser les luttes des « Forges Stéphanoises ».

A l'initiative du P.S.U. un appel a été lancé pour la création d'un comité de soutien. Outre le P.S.U., ont répondu la C.F.D.T., le Secours Rouge et des militants du Centre cantonal des Jeunes Agriculteurs. La C.G.T. et le P.C. sont absents. Un communiqué est envoyé à la presse, dénonçant les mesures répressives de la direction et appelant toutes les organisations syndicales, familiales et politiques à se joindre à ce comité. Le P.S. et les A.P.F. s'y associent. Quant à la C.G.T., elle répond par un tract diffusé à l'usine de L'Horme, traitant le comité de « comité de diversion » composé de « nuisibles », le P.S.U. et le Secours Rouge, de « gauchistes » et « d'aventuristes », et qu'elle seule apporte tout son soutien aux travailleurs !

Ce comité de soutien décide d'organiser la popularisation du conflit et le soutien financier. Un tract, distribué à chaque collecte reprend les objectifs et les formes de la lutte. Des collectes ont eu lieu aux portails de toutes les usines de la région (pour toutes avec le concours des sections syndicales C.F.D.T., très rarement avec celui de la C.G.T.), sur les marchés et dans les grandes rues de Saint-Etienne aux heures d'affluence un samedi après-midi. Au 21 décembre, les collectes ont rapporté 4.764,03 F.

Le 15 décembre, l'argent jusqu'alors recueilli a été remis aux ouvriers d'une façon assez originale, à 7 h du matin devant le portail de l'usine. Le soir même, une discussion avec une partie des ouvriers a permis de dégager le caractère politique de la lutte, tant par les objectifs (limite du pouvoir du patron) que par les formes de ceux-ci (autogestion de la lutte, grève du boni). D'autre part, cette réunion a permis de faire le bilan de ce qui a été obtenu :

— pas d'application de la méthode O.B.M. ;

— 0,30 F de garantie sur la prime de production, et revalorisation des bas salaires ;

— 150 F et 210 F de compensation de perte de salaire pour réduction d'horaire.

L'enjeu était de taille !

En effet, de l'issue de la lutte dépendait pour le patron le maintien de cette méthode, déjà appliquée dans les autres secteurs de ses usines. D'autre part, celui-ci étant un des piliers de la chambre patronale de la Loire, le coup en était d'autant plus dur, vis-à-vis des autres patrons.

De plus, la popularisation du conflit a obtenu un certain écho dans les usines de la région. Par exemple :

— aux établissements Marrel à Rive-de-Gier, 1.500 personnes (8 km de L'Horme), des organisations syndicales remettent en cause le chronométrage qu'elles exerçaient par leurs délégués ;

— chez Forely, 400 ouvrières (vêtements Bayard) à Saint-Chamond (3 km de L'Horme), capitale de Pinay, les ouvrières entreprennent la grève du boni contre l'accélération des cadences que veut imposer la direction.

Bilan

Si ce qui a été arraché n'est pas négligeable et a permis aux travailleurs de montrer qu'ils étaient capables d'imposer leur volonté au patron quant à l'organisation de la production, néanmoins ceux-ci restent conscients du danger de voir revenir le patron à la charge avec cette méthode.

L'efficacité du comité de soutien quant à son impact politique a montré la nécessité de le maintenir afin de répondre plus rapidement qu'il ne l'a fait pour les « Forges Stéphanoises », aux conflits qui se déclencheront dans la région.

Les militants P.S.U.
intérieurs et extérieurs
à l'entreprise

Bombardements ou diplomatie sont également inutiles

Au Vietnam, le peuple décide

Manuel Bridier

LA reprise des bombardements sur le Nord-Vietnam a suscité l'émotion du monde entier. L'émotion vraie de ceux qui ressentent comme leur combat celui du peuple vietnamien. L'émotion, aussi, de ceux qui ne voient peut-être pas toujours la signification des batailles, mais qui ressentent simplement, comme une chose qui les concerne, la destruction d'un village ou l'assassinat d'un enfant, ceux que nous appelons les « pacifistes » ou les « humanitaires », avec une certaine commisération quelquefois, mais dont la réaction spontanée n'est pas toujours négligeable, même au seul niveau du rapport des forces. L'émotion, enfin — la moins importante en réalité, mais la plus nombreuse, la plus répandue dans le « milieu » politique — de tous ceux qui s'imaginaient, sincèrement ou non, aveugles réels ou imaginaires, que les choses « allaient s'arranger ».

L'interruption des raids les rassure aussitôt et les commentaires vont leur train sur les incohérences et les contradictions de la politique américaine.

Les contradictions américaines

Bien sûr, ces contradictions existent. Les indiscretions récentes de la presse sur les projets de livraison d'armes au Pakistan ont bien montré le jeu des intrigues et des clans au sein même de l'administration yankee. Entre le Pentagone et le département d'Etat, entre l'équipe Kissinger et les envieux qu'elle suscite, entre les partisans et les adversaires de la négociation à Pékin, c'est une bataille de couloirs, de déclarations, de vraies ou de fausses nouvelles. L'approche des élections présidentielles exaspère ces conflits bureaucratiques d'une façon d'autant plus vive que le mouvement d'opinion contre la guerre se développe dans les masses américaines bien au-delà de son point de départ, bien au-delà des campus universitaires et des mouvements pacifistes. La participation des anciens combattants aux manifestations de ces derniers jours — l'occupation du consulat sud-vietnamien à San Francisco et de la statue de la Liberté à New York — sont, à cet égard, significatifs.

Ces contradictions ne sont cependant que des remous en sur-

face par rapport à la contradiction principale, essentielle qui est au cœur même de la politique américaine, tous clans et toutes équipes réunis. Les dirigeants des Etats-Unis veulent à la fois quitter le Vietnam et y rester. Le quitter parce qu'il faut mettre fin à la guerre, parce que l'opinion publique n'en veut plus, parce que le compromis monétaire a provisoirement restauré, au prix de quelques concessions, le rôle du dollar, mais que la menace demeure et qu'il faut songer sérieusement à la balance des paiements. Mais y rester aussi, parce qu'une défaite au Vietnam serait le feu vert attendu pour les mouvements de libération dans le monde entier. Y rester aussi parce qu'il y a maintenant, de plus en plus, des investissements américains directs au Vietnam et dans les régions limitrophes.

L'échec de la vietnamisation

La politique de vietnamisation de la guerre a représenté la tentative la plus cohérente pour réaliser ces deux objectifs incompatibles entre eux. Avec la vietnamisation, il serait possible de retirer les troupes américaines tout en gardant une présence économique et politique par l'intermédiaire du gouvernement fantoche. La flotte et l'aviation resteraient à portée de la main pour assurer, au besoin, une couverture stratégique.

Cette politique, à vrai dire, nous est bien connue. Elle est celle de l'impérialisme dans le monde entier chaque fois qu'il est trop faible pour préserver sa domination directe et qu'il se cherche des alliés dans la bourgeoisie locale. En Indochine même — et, plus tard, en Algérie —, la France officielle n'a pas fait autre chose quand elle a cherché désespérément l'« interlocuteur valable ». Elle ne fait pas autre chose, aujourd'hui, quand elle apporte sa caution militaire à certains gouvernements, au Tchad et ailleurs.

Les difficultés rencontrées par les Américains au Sud-Vietnam, au Laos et au Cambodge sont aussi un phénomène universel. L'effondrement militaire des gouvernements fantoches est la conséquence de leur irréalité politique, de leur absence de base dans les masses mêmes du pays. La mascarade des élections présidentiel-

les au Sud-Vietnam a sonné le glas de la politique de vietnamisation. Les derniers échecs militaires lui ont donné le coup de grâce.

Une fois de plus, les bombardements sur le Vietnam sont la conséquence des défaites américaines, la tentative inutile et désespérée d'exercer une pression sur Hanoi pour desserrer l'étreinte autour de Saigon et pour donner une apparence de vie au régime sud-vietnamien.

Le coup de poker de Nixon

Dans l'esprit des dirigeants américains, il n'y a d'ailleurs aucune incompatibilité entre ces bombardements et le voyage de Nixon à Pékin. Il semble, à vrai dire, qu'il n'y en ait pas non plus dans les faits.

Que signifie, d'ailleurs, l'interruption des bombardements au nord? Une fiction diplomatique, à l'abri de laquelle on peut discuter, pendant que le napalm et la mitraille ne cessent de pleuvoir sur les populations du sud, du Cambodge et du Laos. La Conférence de Paris n'a jamais signifié ni l'arrêt ni l'atténuation de la guerre. Pour les Vietnamiens, elle est une tribune politique utile, un moyen de faire apparaître aux yeux du monde la duplicité fondamentale de la politique américaine.

Du voyage à Pékin, Nixon attend visiblement autre chose. Il s'est rendu compte que le conflit sino-soviétique était, paradoxalement et dans une certaine mesure, profitable au peuple vietnamien en ce sens que ni l'U.R.S.S. ni la Chine ne peuvent se permettre de relâcher leur aide sans voir se renforcer les concours et, par conséquent, l'influence et le prestige mondial du concurrent détesté. Il en a déduit qu'il ne suffisait pas de discuter avec Moscou mais qu'il fallait aussi reconnaître la Chine et discuter avec elle.

Cette discussion, il la conçoit évidemment sur le même plan que la première. La diplomatie n'est ici que la poursuite de la guerre par d'autres moyens. Il s'agit de faire reconnaître un rapport de forces et d'aboutir, sur cette base, à un partage provisoire du monde. Il n'y a donc pas, d'un côté, les bons Américains négociateurs et, de l'autre, les méchants militaires

qui bombardent le Nord-Vietnam. Bombarder le Nord-Vietnam, retarder la défaite militaire au sud et l'effondrement du régime fantoche, c'est aussi préparer la négociation de Pékin sur des bases moins défavorables.

La parole est aux Vietnamiens

Ce qui pourra résulter du coup de poker de Nixon dépend évidemment, pour une part, de la politique chinoise elle-même. L'entrée de la Chine à l'O.N.U. et dans le grand jeu diplomatique mondial est trop récente pour que l'on puisse avancer sur ce point des hypothèses définitives, à moins d'y répondre par des généralisations théoriques ou des « a priori » sentimentaux.

A côté d'aspects positifs, comme les premières déclarations à New York, d'autres sont plus discutables, comme la politique envers Ceylan ou le Bangla Desh, voire l'Iran du shah Pahlevi. L'avenir proche nous permettra de préciser un jugement qui serait aujourd'hui prématuré.

Mais, en fin de compte, la question n'est pas là du tout. La grande leçon du Vietnam, c'est que le sort d'un peuple, s'il le veut vraiment, dépend de lui seul. Le sort des Vietnamiens ne se joue pas à New York, à Pékin ou à Moscou, pas plus que le sort des Palestiniens ne se joue à Nicosie ou au Caire. Les conditions extérieures peuvent certes rendre les batailles plus ou moins longues et plus ou moins dures; elles n'en décident pas l'issue historique.

C'est en cela que la lutte du peuple vietnamien est aujourd'hui la plus importante du monde. Elle est la démonstration des possibilités d'un peuple résolu et de son invincibilité. Elle est une leçon pour le monde entier, au moment où beaucoup se découragent et ne croient plus possible autre chose que l'acceptation des fatalités historiques et des décisions d'autrui.

C'est aussi pourquoi l'action de solidarité politique envers le peuple vietnamien doit être considérée comme une tâche prioritaire, inséparable de la lutte politique en France. Il y a loin, à cet égard, de nos intentions à nos actes. Il faut le reconnaître honnêtement et tenter d'y porter remède.

Castro au Chili

De notre correspondant particulier au Chili, M. Durant

LE voyage de Fidel Castro au Chili était attendu par beaucoup de monde. D'abord par Fidel lui-même pour qui l'Amérique Latine reste le terrain privilégié d'intervention; ensuite par l'ensemble du peuple chilien qui n'a pas ménagé son enthousiasme en réservant un accueil très chaleureux au « Premier ministre » cubain; enfin, les différents partis de la coalition gouvernementale couvraient le pays d'affiches multicolores sur le thème: « Vive Cuba, vive le Chili », le P.C. en particulier faisant preuve d'une merveilleuse capacité de récupération après des années d'injures contre les « guévaristes gauchistes ». De son côté, la gauche révolutionnaire, et principalement le M.I.R. qui compte beaucoup de castristes dans ses rangs, orchestraient un accueil plus politique: « Fidel, nous te recevons en luttant » — était le thème général de leur campagne.

Le voyage de Fidel prenait une signification particulière dans la conjoncture chilienne actuelle. Après un an de gouvernement d'Unité Populaire, marqué par un certain nombre de succès matériels indiscutables mais aussi par des revers politiques alarmants (reprise en main par les syndicats démocrates-chrétiens de plusieurs

usines et banques nouvellement nationalisées; pertes de certaines places fortes aux élections professionnelles; constitution de groupes armés de propriétaires fonciers dans les campagnes sous l'œil bienveillant de la police; etc.), des tensions se produisent entre le gouvernement et la gauche révolutionnaire, cette dernière estimant que la bureaucratie installée aux postes de commande freine l'émancipation des classes et bloque l'initiative des masses. Les partis de l'U.P. avaient riposté en affirmant que le M.I.R. se mettait de lui-même « en marge du processus révolutionnaire ». Chacun attendait un peu en Castro l'arbitre.

Un voyage "planifié"

A vrai dire, le voyage officiel fut soigneusement préparé par les services de la Présidence de la République: Castro devait visiter les hauts lieux de combat de l'U.P.: les usines nationalisées, les Centres de Réforme agraire, les monuments aux Morts, etc. Tous les secteurs de lutte ouverte, où la lutte de classe prend aujourd'hui la tournure la plus vive, avaient été soigneusement évités: ainsi les petites entreprises privées dont les propriétaires

jouissent actuellement des superprofits apportés par « la bataille pour la production » orchestrée par le P.C., ou encore les campagnes de Cautin et de Linares, où les divers mouvements de paysans révolutionnaires atteignent un niveau élevé de conscience politique et où les assassinats de militants révolutionnaires se multiplient.

Toutefois, à la demande de Fidel lui-même, un dialogue était prévu avec les étudiants d'Antofagasta et surtout de Concepcion, ville-berceau de la gauche révolutionnaire. Beaucoup pensaient que Castro y préciserait ses analyses sur « la voie chilienne » et sur l'alternative « lutte armée-voie démocratique ». Il n'en a rien été car, là comme ailleurs, Fidel a bâ-



laissés dans l'ignorance, la misère, la division, pour nous voler notre cuivre, notre nickel, notre fer, notre salpêtre, nos minéraux, tout... Ils nous ont transformés en esclaves producteurs de matières premières ».

La réaction n'a pas désarmé

En fait, Fidel s'est comporté en invité fort correct vis-à-vis du gouvernement chilien, refusant de s'immiscer dans les affaires intérieures du pays et attaquant plus volontiers l'impérialisme et l'idéologie bourgeoise que les oligarchies nationales. Du nord au sud, dans les mines de cuivre, de charbon, dans les usines, les universités, il a donné partout un relief particulier à ses thèmes sur la démocratie directe, débattant de tout avec tous et laissant au Chili l'image d'un grand révolutionnaire et d'un homme profondément attachant et populaire.

La visite ne s'est pas terminée sur une note aussi euphorique: campagne de haine lancée par la presse d'extrême-droite; échec du Frente Amplio en Uruguay, qui témoigne de la fragilité de la voie électorale dans le continent; enfin, le jour du départ de Fidel, alors qu'il commençait à durcir sa position, une atmosphère d'émeute régnait à Santiago: les démocrates chrétiens avaient fait descendre des quartiers riches leurs femmes replètes et leurs minettes en short, brandissant des casseroles et des paniers vides en guise de protestation contre le manque de nourriture! Cette manifestation rassemblant près de 50 mille femmes, ne menace pas à ce niveau le gouvernement Allende, mais apparaît surtout grave dans le fait que, pour la première fois, des groupes fascistes armés, encadrant le défilé, sont descendus ouvertement dans la rue. Ces vicissitudes de la « voie pacifique » n'ont pas modifié la prudence du leader cubain, qui a toutefois affirmé, avant de repartir via Lima et — O surprise! — le Guatemala fasciste, que le processus révolutionnaire engagé au Chili apparaissait loin de son terme et que le chemin lui semblait encore plus dur qu'à Cuba.

Car les impérialistes de tous bords sont plus actifs que jamais en Amérique Latine. C'est pourquoi les militants français doivent renforcer leur soutien aux travailleurs et paysans chiliens, comme au peuple cubain. De plus, une situation « à la chilienne » peut se produire en France; dans cette optique, les attitudes de l'U.P. et de la gauche révolutionnaire apparaissent riches d'enseignement. Ils ont commencé à être tirés dans le communiqué de presse du P.S.U. publié à l'occasion du premier anniversaire de l'arrivée au gouvernement de l'U.P. et beaucoup de travailleurs et de révolutionnaires chiliens ont apprécié la position critique, mais claire et amicale, des camarades français, dont ils savent que la solidarité demeure indéfectible.

Communiqué du P.S.U.

A l'occasion de l'anniversaire de l'entrée en fonction du gouvernement chilien d'Unité Populaire le 4 novembre, le P.S.U. se réjouit de constater qu'en un an les partis et mouvements populaires chiliens ont concrétisé leur victoire électorale, rude coup porté à la domination bourgeoise traditionnelle, par une application stricte de leur programme et, en conséquence, par un début de réalisation des aspirations fondamentales du peuple chilien.

L'inévitable riposte des anciennes classes exploiteuses ouvertement appuyées par l'impérialisme nord-américain engendre une aggravation de la lutte de classes qui trouve sa traduction au plan politique dans le ralliement de la direction du parti démocrate chrétien à un bloc de droite manœuvré par les groupes fascistes et la C.I.A., portant tous leurs coups pour détruire le mouvement populaire en le minant de l'intérieur ou en préparant le coup de force extérieur. Dans ces conditions, l'expérience latino-américaine (Goulart, Bosch) ou européenne (trente-six en France) montre qu'une pause fondée sur la recherche du compromis avec certaines fractions de la bourgeoisie ne peut conduire qu'à la désaffection des masses qui ne se reconnaissent plus dans le mouvement; de plus, cela introduit des divisions à l'intérieur du mouvement populaire, qui débouchent rapidement sur des conflits où le sectarisme des uns peut conduire à la répression policière. Ces pratiques, qui ont commencé à apparaître au Chili, nous semblent inadmissibles, et nous tenons à réaffirmer que les divergences intérieures au mouvement ouvrier n'ont jamais été résolues par l'excommunication, mais au contraire par la discussion et la confrontation des expériences.

La solution des problèmes actuels nous semble, au contraire, résider dans l'accélération du processus engagé, en collant le plus près possible aux revendications des masses. Particulièrement positif à cet égard nous paraît l'émergence d'un mouvement paysan radicalisé, refusant la simple et trop lente application de la réforme agraire bourgeoise de Frei et s'imposant aux propriétaires terriens par les occupations et la gestion collective des exploitations; de même, dans certaines usines, la classe ouvrière chilienne récupère son outil de travail, en imposant l'expropriation des capitalistes. Sur cette voie, le P.S.U. se déclare pleinement solidaire de l'Unité Populaire et des autres mouvements qui œuvrent dans le même sens, afin d'assurer de nouveaux succès du peuple chilien lui permettant d'engager le processus de construction du socialisme.

Le Bureau National du P.S.U. a adressé copie de ce texte, accompagné d'un message fraternel, à diverses organisations chiliennes: P.S., M.A.P.U. et M.I.R.

ti ses interventions sur le thème de l'unité, « pas n'importe quelle unité, mais l'unité révolutionnaire ». Et il ajoute: « la Révolution est l'art d'unir les forces pour livrer les batailles décisives contre l'impérialisme. Aucune révolution, aucun processus révolutionnaire ne peut se permettre le luxe d'exclure aucune force, de sous-estimer aucune force... Il faut combattre le sectarisme, et plus encore la désunion ».

Castro a réaffirmé sa vision latino-américaine de la lutte: « Cuba est le pôle nord de l'Amérique Latine. Nos peuples sont identiques et amis, il faut les réunir. Aujourd'hui à Cuba, nous formons des techniciens, des ingénieurs, pas seulement pour nous, mais pour tout le continent américain quand il empruntera le chemin de la lutte contre l'impérialisme nord-américain ». Il a été le plus applaudi quand il a dénoncé à maintes reprises le rôle et la fonction de l'impérialisme, sa présence oppressive sur tout le continent sud-américain, et la lutte implacable qu'il continue de mener contre Cuba: « Sabotage de nos usines; crimes contre les ouvriers, les paysans, les étudiants; campagnes de dénigrement; les impérialistes ont tout essayé. Ils se sont arrogé le droit de dire quel système de pensée, quel système de gouvernement, quel système social nous convenaient. Ils nous ont

Pérou : le massacre de la mine de Cobriza

Le Comité de solidarité-Pérou nous transmet le document suivant, que nous nous faisons un devoir de publier. Il met à jour les méthodes d'un régime, que l'on tend à présenter ici et là comme quelque peu « progressiste ».

« Nous, les mineurs survivants du massacre de Cobriza, séparés de nos familles, séparés de notre travail, traqués par quatre cents gardes d'assaut et une centaine de « Sinchis » (1), nous nous sommes réfugiés dans les montagnes aux alentours de la mine, accomplissant notre devoir en combattant pour nos revendications et pour les intérêts du pays, luttant pour nos camarades prisonniers et pour l'idéal des héros tombés sous les balles assassines du gouvernement. Nous nous adressons aux dix-sept centrales syndicales de la Fédération des Mineurs de la Cerro de Pasco Co. et à tous les travailleurs organisés, ainsi qu'au peuple péruvien tout entier pour dénoncer :

La provocation de l'entreprise et de la compagnie, dont le gouvernement s'est fait complice par son silence

Nous dénonçons les faits qui ont eu lieu le 5 novembre, comme une provocation commune de l'entreprise et de la C.I.A., qui ont machiné un piège. Notre juste grève avait obtenu l'appui de tout le peuple ; les dix-sept centrales syndicales restaient fermes sur leurs positions et nous allions vers une victoire assurée de nos revendications, espérant obtenir leur appui aussi pour l'expulsion de la direction de l'entreprise. Presque tous les syndicats s'étaient prononcés en notre faveur et nous avaient offert leur appui pour la grève. Ceci paniqua l'entreprise et le gouvernement. Alors, ils ont monté la provocation pour trouver un prétexte à la répression la plus féroce, déclarant que notre action était subversive et contre-révolutionnaire.

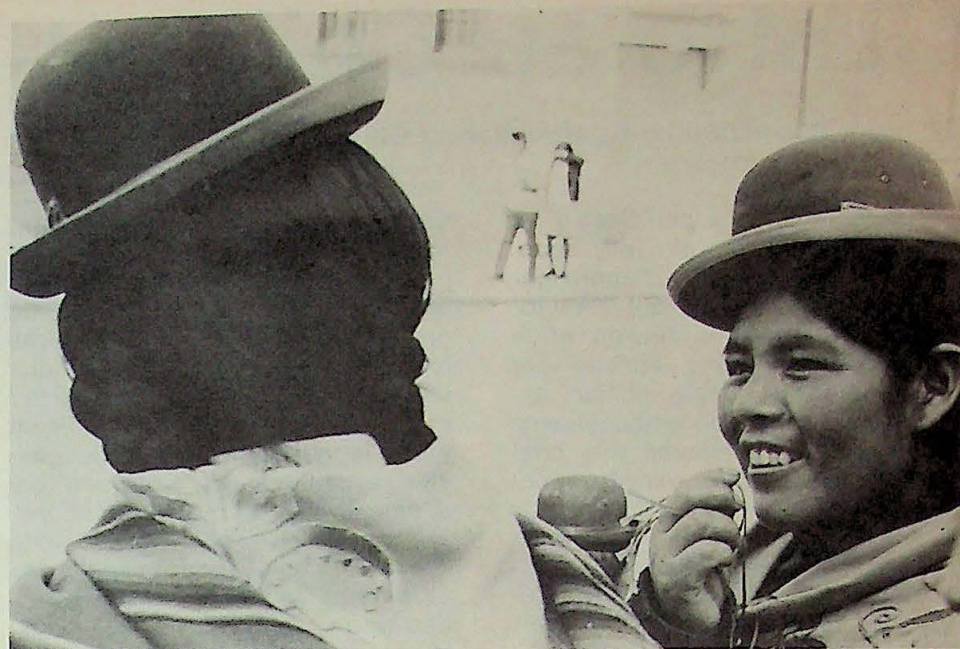
Le gouvernement, sans chercher les causes du conflit, sans analyser comment s'étaient produits les faits, s'appuyant sur tous les points avancés par la direction, donna tort à nous autres, les travailleurs. Le gouvernement n'a jamais demandé pourquoi la direction de l'entreprise a fait enlever tous les instruments de travail, les machines lourdes, les camionnettes de l'atelier où nous travaillions pour les remettre à un endroit qu'on appelle le Parc et où elles n'ont rien à faire. Les camions, les camionnettes, les berlines, les grosses machines, tout a été remis dans ce parc, dans l'unique intention de provoquer les travailleurs qui voyaient dans ce déménagement de leur matériel un danger de perdre leur travail. Mais le gouvernement ne chercha même pas à enquêter sur cette provocation et nous accusa d'avoir agressé la force armée, ce qui est complètement faux. Notre but était d'obtenir une entre-

vue avec les patrons de l'entreprise pour savoir pourquoi on avait enlevé tout notre matériel. Le chef des gardes d'assaut, un certain capitaine Hermozo, refusa notre demande d'une façon très hautaine, puis il donna ordre de frapper à coups de matraques et de crosses de fusils tous les membres de notre délégation et tout particulièrement notre secrétaire général Pablo Inza.

Comme travailleurs organisés, nous nous sommes montrés paisibles et disciplinés. Nous étions pressés de voir le superintendant Ukos. Nous nous sommes approchés de la guérite de contrôle pour insister à nouveau sur l'urgence de l'entrevue. Les chefs yankees et les autres étrangers de la mine se trouvaient entre-temps dans leur résidence, en train de se saouler à mort, tandis que nous autres nous mourions de faim. C'est alors que le capitaine Hermozo donna l'ordre de jeter une avalanche de grenades lacrymogènes sur nous ; quelques camarades qui avaient reçu les gaz dans les yeux tombèrent à terre, évanouis. Tout de suite après, les gardes d'assaut ouvrirent le feu sur nous, et ces assassins, envoyés par un gouvernement qui se dit révolutionnaire, tuèrent quatre de nos camarades et en blessèrent plusieurs dizaines. C'est alors que nous avons décidé de séquestrer des représentants de l'entreprise pour obtenir ainsi la garantie de notre travail, le retransport de notre matériel à son endroit normal, la garantie pour la vie des blessés et des prisonniers. Mais nous n'avions nullement l'intention de torturer ni de juger et condamner les séquestrés, contrairement à ce qu'affirma la presse parlée et écrite des laquais de l'argent et du gouvernement.

Le massacre de sang froid des mineurs et dirigeants et syndicat

Cinq jours après la provocation et la première tuerie, le 10 novembre, la garde d'assaut nous a massacrés de la façon la plus lâche et la plus perfide. Sans le moindre avertissement, ils nous ont mitraillés sans pitié. Ceci est arrivé de la façon suivante : à l'instant où les camarades de l'entreprise de bâtiment Utah sortaient de leurs chantiers, les gardes les attaquèrent pour leur enlever leurs vêtements de travail et leurs casques de protection. Les gardes se déguisèrent en mineurs, montèrent dans un camion et pénétrèrent ainsi dans le local de notre syndicat sans éveiller notre méfiance. Ils cachaient les mitraillettes sous leurs jaquettes. Dès qu'ils avaient fait irruption dans le local, ils sortirent leurs armes et com-



mencèrent à arroser tout le monde et surtout le coin où se trouvaient les dirigeants syndicaux. Ils nous ont mitraillés de sang-froid, comme si nous étions en guerre. Nos camarades tombaient à terre, sans même avoir pu tenter d'échapper. Notre secrétaire général, Pablo Inza Basilio, tombé à terre, gravement blessé, fut achevé par une rafale de mitraillette. Il mourut en criant : « Hors d'ici, chiens galeux ! Vive la nationalisation des mines ! »

Non contents de mitrailler les travailleurs qui se trouvaient à l'intérieur du local syndical, les gardes d'assaut fusillèrent tous les prisonniers qui avaient opposé une résistance. Ils furent fusillés sans jugement, ainsi que notre camarade M. Carenas qu'on avait fait prisonnier et que l'on amena à coups de crosses et de matraques au Stadium où il fut fusillé, en plein jour, devant les yeux de ses enfants et de sa femme. Les gardes couraient après les mineurs, les chassant à la mitraillette. Ceux qu'ils purent capturer dans la montagne furent fusillés sur place, sans jugement. On les enterra là même où ils étaient tombés, et personne n'en saura plus rien. Quelques-uns de nous avons pu échapper et nous caché dans les montagnes où les sinistres « Sinchis » nous traquent. Ils entrent de jour et de nuit dans nos maisons à la recherche des hommes, ils cassent nos misérables biens, saccagent tout, volent l'argent, abusent et violent nos femmes et nos filles... »

Plus de trente camarades tués, une centaine arrêtés, des dizaines de dirigeants des syndicats frères arrêtés, tous les locaux syndicaux occupés

Le plus terrible coup de poignard dans le dos a été la trahison du « jaune » Baquerizo. Cet individu disait à la radio et dans les journaux payés par l'entreprise : « Camarades ! Ceci n'est pas une répression, ce sont simplement des arrestations. Il faut savoir distinguer entre répression et arrestation sous accusation. » Nous demandons : Qu'est-ce que Baquerizo appelle répression ? N'est-il pas encore satisfait avec le massacre de plus

de trente camarades, la détention d'une centaine de mineurs, l'occupation de notre syndicat, la détention de dizaines de dirigeants des syndicats frères ? N'est-il pas content de l'occupation de tous les locaux syndicaux, de la mise sous scellés de tous nos meubles et la suspension des garanties ? Ensuite, ce misérable traître ose dire : « Il faudra faire une enquête sur le cas de Cobriza pour connaître les vrais coupables. » Ce que Baquerizo veut, c'est qu'on jette les mineurs innocents en prison, que nos camarades détenus et blessés soient sévèrement punis. Ils veulent nous faire plier les genoux au service de leurs patrons.

Camarades ! L'heure est arrivée pour que vous, nos frères de classe, accomplissiez votre devoir humain et que vous ne nous laissiez pas seuls et dans l'oubli, sous la répression, dans la misère, la douleur et le chômage. Si vous êtes des êtres humains, vous devez comprendre notre situation et vous devez nous aider à lutter pour :

— La libération immédiate de tous les détenus, le rebauchage de tous les mineurs et dirigeants syndicaux licenciés et le paiement du salaire pour les journées de grève.

— Une indemnisation pour les orphelins et veuves de nos frères tombés au combat et des sanctions contre leurs assassins.

— Restitution des locaux syndicaux, rétablissement des garanties pour pouvoir continuer la lutte pour des conditions meilleures de vie et dévolution des richesses à la Patrie.

— Reconnaissance de notre Fédération, continuation de la discussion sur la liste des revendications. Expulsion de nos rangs des traîtres comme Baquerizo.

Nous allons continuer à lutter, notre syndicat ne va pas mourir. Tous, comme un seul homme, nous allons nous donner à cette tâche, aidés par le secrétariat de défense de notre Fédération groupant dix-sept centrales syndicales.

Nous retournerons à la mine, nous continuerons la lutte !

Vivent les martyrs de Cobriza !

(1) Sinchis, corps spécial anti-guerrilla et de répression.

Un faux grossier d'un numéro de P.S.U.-Documentation, intitulé « Le gauchisme patronal dans le P.S.U. », vient d'être publié par quelques individus qui ont pris à l'extrême droite les méthodes de provocation les plus classiques. « A priori » elles ne devraient tromper personne. Mais au cas où... Tout va mieux en le disant.

T.S. et ses lecteurs

Le style

35 critiquent le vocabulaire

Pas encore assez simple et le style trop intellectuel. *techniciens au P.S.U., mais vouloir les laisser seuls mener la barque, c'est courir à l'échec.*

Le contenu

39 s'expriment sur le contenu idéologique du journal

« T.S. » doit être à la fois un journal pour les militants et un journal de masse, vendable à des « non-P.S.U. » ; pour cela :

● Il est important que « T.S. » reflète les positions et la vie du Parti et non celles des camarades du Comité de Rédaction ;

● Attention aux idées d'« avant-garde » ! « Avant juin 71 certains sujets menacent de dresser contre notre Parti bien des camarades, non encore encartés et cependant tout aussi et souvent bien plus révolutionnaires que ces professionnels de l'outrance et de la divagation démagogique » ;

● Réalisation d'un bulletin intérieur destiné aux militants. « En particulier, bien des articles sur certaines positions idéologiques ou de stratégie du Parti seraient plus à leur place dans ce bulletin », « T.S. » étant réservé aux lecteurs non militants que nous voulons convaincre.

● Pas de règlements de compte à l'intérieur du Parti : « les histoires de boutiques doivent disparaître ».

● « Le linge sale doit être lavé entre les partis de gauche d'une manière discrète »... « Notre avantage sur le P.C. est d'avoir raison ; alors expliquons nettement nos positions, le lecteur jugera lui-même sans qu'on ait besoin d'attaquer constamment le P.C. ».

● « T.S. » doit faire passer chez le lecteur la ligne politique adoptée par le Congrès. Avec les rubriques d'actualité et les luttes ouvrières, ce doit être l'essentiel du journal. »

● « Insister sur la ligne politique du Parti. Un lecteur qui achète « T.S. » pour la première fois doit pouvoir comprendre quelles sont les orientations du P.S.U., le rôle qu'il s'assigne, sa ligne politique. »

● « La crise du journal est en réalité une crise politique. « T.S. » doit être un journal plus militant et plus clair dans ses orientations politiques. »

● L'éditorial doit donner la position du Parti sur les événements de la semaine ; il doit être écrit par le Secrétaire National du Parti ou par un membre majoritaire du Bureau National. »

● Aucune prise de position ne doit être faite au nom du Parti, dans « T.S. », avant une discussion à la base (exemple : le problème de l'avortement).

● Les tendances doivent pouvoir s'exprimer dans « T.S. » à la condition que ce soit « dans des pages spéciales, bien séparées du reste du journal », « d'indiquer l'origine des textes, de ne pas se livrer à des polémiques ». Un lecteur paysan demande que « T.S. » soit un organe d'information et de formation politique » vers l'extérieur du Parti.

15 également demandent des enquêtes et des dossiers

« Le dossier « Pharmacie » a apporté des informations utiles ; il a été visiblement fait par une personne compétente et présentait le

double avantage de fournir des informations utiles aux militants et de démonter un mécanisme du capitalisme mal connu du public. »

21 s'intéressent aux pages culturelles

Presque tous la trouvent trop parisienne ; si un certain nombre demande son changement dans la forme actuelle, tous lui accordent une grande importance politique : « ne pas abandonner la culture à la bourgeoisie », à condition d'accorder moins de place au théâtre que peu de lecteurs de province peuvent voir ; parler plus de la télévision, vue par la quasi-totalité des Français : « Des milliers de

Français ont vu des émissions sur le S.D.E.C., la drogue, le stalinisme, la retraite à 60 ans... la télévision intoxique les gens en récupérant des sujets fondamentaux et le journal du P.S.U. n'en parle pas souvent ». « Le rôle de cette page culturelle est de démystifier la télévision, le cinéma, et également donner des conseils pour le choix de livres et disques ».

15 sont d'accord sur la rubrique « Lutttes ouvrières »

● « A développer au maximum, en relançant sans cesse nos militants sur ce point. Personnaliser la source de l'information chaque fois que les camarades concernés le jugent possible. Rechercher le suivi de l'information et dans le temps pour une même entreprise ou groupe d'entreprises. Rapprochement de situations semblables. Chaque fois que cela est possible, présentation d'un « T.S. » spé-

cial pour une branche professionnelle déterminée ».

● « Donner le résultat des luttes dans les numéros suivants de « T.S. » avec l'explication de l'échec ou de la réussite. »

● « Les militants du Parti qui ont participé aux luttes doivent être les informateurs de T.S. »

● « La parole doit être donnée à ceux qui ont mené les luttes. »

12 demandent des numéros spéciaux

qui permettent de discuter avec l'entourage. (Spécial Vacances - Commune - sont les plus souvent cités.)

12 sont favorables aux dessins humoristiques

et... à « un peu d'humour dans la rédaction — la révolution ne doit pas être triste ! »

12 demandent que les « anti nouvelles » soit maintenues

et renforcées, avec cependant plus de précision (par exemple certains lecteurs, à propos de Dominique Grange connaissent mal le problème).

La présentation

4 s'intéressent aux nouvelles internationales

qui doivent être courtes et donner des explications que l'on ne trouve pas dans la grande presse. Actuel-lement, ces articles sont très difficiles à comprendre.

26 s'intéressent à la présentation de « T.S. »

— 6 critiquent la couverture : pas accrocheuse, ne pas employer l'art abstrait, devrait comporter une phrase en rapport avec l'illustration. — 12 demandent des dessins humoristiques ou bandes dessinées... mais attention à la qualité.

Depuis la reprise régulière du « Courrier des Lecteurs » dans lequel nous avons donné un certain nombre d'extraits des lettres reçues, l'heure du bilan est venue. Nos lecteurs se retrouveront dans le « répertoire » établi ci-après. 100 lettres venues de toutes les fédérations (militants, sympathisants, simples lecteurs), 3.212 francs pour la souscription « Sauver T.S. », tel est le premier résultat obtenu, sans oublier tous les envois de fonds des fédérations.

Tous jugent « T.S. » indispensable, puisqu'ils donnent les moyens de le sauver ; 20 correspondants pensent que le journal est meilleur depuis la rentrée.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom) _____

Adresse complète : Rue _____

N° _____

Ville _____

N° Département _____

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 50 F (1) 6 mois (26 numéros) 26 F

Afin d'aider TRIBUNE SOCIALISTE je souscris un abonnement de soutien

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bi-mestrielle CRITIQUE SOCIALISTE

1 an } 6 numéros « C.S. » } 74 F
 } 52 numéros « T.S. » }

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN nous sommes heureux de vous offrir le livre :

« Des militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS 15^e - C.C.P. PARIS 5826-65

(1) Cocher la case correspondante

Rapport jeunes travailleurs

1) Situation particulière des jeunes travailleurs dans la société capitaliste

Au niveau de la production : déqualification, conditions de travail dures, plus particulièrement pour les filles dans l'électronique, le textile, les P.T.T., les pools dactylographiques.

Les jeunes sont les premiers atteints par le chômage et les licenciements. Ils forment avec les travailleurs immigrés une grande partie de la main-d'œuvre déplacée (migration des régions de sous-emploi, travail intérimaire)

Phénomène de masse de la jeunesse ressentant plus vivement l'aspect oppressif quotidien : absentéisme dans les entreprises, révolte anti-autoritaire contre les chefs, la famille, l'armée... refus des tabous sexuels, développement d'un mode d'expression jeune (vêtement, langage, musique...).

2) La prise en charge par la jeunesse ouvrière de ses propres problèmes passe par l'existence d'un mouvement de masse autonome.

Autonomie organisationnelle, cela veut dire que les jeunes travailleurs définissent eux-mêmes leurs objectifs et les moyens pour y parvenir. Cette mise à l'épreuve de la pratique (politique, matérielle, organisationnelle) constitue la meilleure école de formation qui soit. (L'autonomie c'est aussi un enseignement de l'expérience des organismes de jeunesse du mouvement ouvrier.)

L'existence d'une telle organisation ne se construit pas sans difficultés, surtout lorsque une poignée de jeunes travailleurs s'attèle à une telle tâche sans expérience pratique, sans l'apport précédent d'une action politique chez les jeunes travailleurs.

L'O.J.T.R. est intervenue depuis sa création effective en février, principalement sur les foyers Soutien et animation des luttes de Bobillot, Lagny-Thorigny-Masséna-Daviel portant essentiellement sur la liberté d'expression, le droit de visite, la lutte contre la rentabilisation.

Des actions sur les loisirs ont été menées dans des petites villes (Paray-le-Monial, Durtal, Hermincourt, Mouvaux). Luttés pour obtenir des lieux où les jeunes puissent se réunir sans être dirigés. A Durtal les jeunes ont particulièrement impulsé l'action du comité de défense de l'emploi.

Actuellement une action est menée sur les centres de F.P.A. de la région parisienne. Cinq centres sont regroupés afin de permettre dans un premier temps, la mise en échec d'une direction fasciste par les stagiaires d'un centre du bâtiment.

La Commission jeunes travailleurs de la C.N.E. s'est plus particulièrement penchée sur la question de l'emploi :

Les jeunes travailleurs sont les premiers touchés par le chômage et les licenciements.

Les participants ont estimé que l'O.J.T.R. aurait un travail important à faire à partir de ce problème.

Lancer une campagne sur l'emploi serait volontariste. Mais il est possible d'intervenir sur cette question à partir de secteurs qui existent (foyers F.P.A., petites localités, concentrations de jeunes déplacés).

vie militante

Un problème capital L'emploi

Aujourd'hui, compte tenu de l'analyse des contradictions actuelles du capitalisme français et de l'impérialisme mondial un des problèmes précis que rencontrent les travailleurs, quelle que soit leur région, est *l'emploi*.

Mais il est vrai que les mécanismes du chômage ne sont pas simples, et en particulier les causes de licenciements varient largement selon les régions.

Dans les grandes métropoles industrielles, comme la Région parisienne, Sochaux, Lille, Toulouse ou Lyon, le mécanisme habituel des licenciements reste celui des concentrations-fusions (exemple Ugine-Kuhlman et Pechiney-St-Gobain). Mais on voit se développer un autre élément ; sous la pression directe des banques, qui exigent une « bonne gestion » pour les prêts bancaires, les patrons licencient comme à Roussel-Uclaf, Heurtey, mais aussi de Wendel dans une moindre mesure.

Quand la zone entière est sous l'emprise d'une mono-industrie (la sidérurgie en Lorraine) les fusions-concentrations et les licenciements qui en résultent conduisent à la mort lente de toute la région. Partout il y a une crise de l'emploi ; celle-ci coexiste d'ailleurs avec les zones en plein développement. Mais l'installation du chômage et du climat d'insécurité dans la classe ouvrière ne favorise pas la combativité et rend arrogant le patronat dans les salaires, les horaires et les conditions de travail.

Les régions colonisées

Ici le capitalisme utilise les régions : la Catalogne, l'Occitanie, la Bretagne, la Corse, comme il utilisait les colonies d'Afrique.

Régions sous-développées : ici la fermeture des usines se fait pas usure, inadéquation, et cette mort lente est à chaque fois un drame pour la contrée.

Or, déjà, les requins habituels en profitent : les usines pirates (installées grâce aux subventions, et démenagées dès que la manne cesse de tomber), le travail au noir, les bas salaires, sont peu à peu la règle.

En Savoie, on voit s'installer peu à peu le même type de colonialisme : le capitalisme vit comme en pays conquis, et la population reste une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci.

Rôle des Militants Révolutionnaires

Il ne s'agit pas d'imposer de l'extérieur des orientations mais de permettre la discussion sur des objectifs dans l'O.J.T.R., de permettre la prise en charge politique de ces objectifs parce que ce sont des thèmes unifiants dans la lutte du prolétariat.

Il a été évoqué la possibilité d'une enquête sur l'emploi utilisable sur le terrain des luttes, qui puisse rassembler et mobiliser des jeunes travailleurs en partant de leurs préoccupations quotidiennes.

Les militants d'entreprise du P.S.U. peuvent nous aider dans ces

tâches sans remettre en cause le principe de l'autonomie de l'O.J.T.R.

— Aider les jeunes travailleurs qu'ils rencontrent plus particulièrement sur leur boîte à lutter à partir de leurs problèmes, à s'organiser avec l'O.J.T.R. (Diffusion de « 4 millions de J.T. » sur les entreprises.)

— Informer les comités O.J.T.R. ou le national des problèmes qui touchent plus particulièrement les jeunes travailleurs là où ils sont.

— Enfin les jeunes travailleurs membres du Parti qui ne sont pas encore à l'O.J.T.R. doivent considérer comme prioritaire l'action dans ce secteur.

Enfin, aux marches des zones industrielles, à la limite des déserts économiques que crée le capitalisme, vit et périclète une petite et moyenne industrie, sous-traitante pour la plupart, qui est aujourd'hui souvent frappée par la conjonction.

Pourquoi ces licenciements

Il y a d'abord le chômage lié aux structures de l'industrie, et qui est la conséquence dite « normale » pour la bourgeoisie des réorganisations et de la modernisation : en clair, de la rentabilisation à outrance au mépris des hommes et de leur vie. Mais en plus, aujourd'hui, il y a accélération de cette loi : le chômage sous-produit de l'essor capitaliste et les premiers symptômes d'une crise classique apparaissent :

— Crise mondiale de la monnaie, donc des échanges ;

— Surproduction de marchandises dans certains pays ;

— Puis retentissement sur l'emploi, avec, en parallèle, l'organisation de plus en plus serrée du travail ;

— En conséquence, ce ne sont pas seulement les régions pauvres qui sont atteintes, mais aussi les grandes métropoles de l'industrie.

Comment licencie-t-on, et qui est atteint ?

De l'arrêt de l'embauche aux mutations pseudo-techniques, les camouflages par les sociétés d'intérim et les sous-traitants, les méthodes patronales sont variées. Les patrons peuvent aussi reprendre des revendications comme la pré-retraite, et la diminution du temps de travail. Mais, bien sûr, en diminuant le salaire ou en utilisant des subventions spéciales.

A ce régime, ceux qui sont les plus visés restent les militants, politiques ou syndicaux : bonne occasion pour le patronat de « faire la lessive ».

Mais au-delà, l'arrêt de l'embauche frappe tout autant les jeunes et les femmes, puis les travailleurs immigrés sont largués (en brisant leur famille comme en Lorraine). Enfin, tous ceux qui sont malades ou fatigués vont à leur tour « y passer ». Les canards boiteux sont vite éliminés grâce à la division que le patronat entretient dans la classe ouvrière, entre immigrés et autochtones, travailleurs anciens dans la boîte et les nouveaux, entre les catégories, etc.

On assiste aujourd'hui à la cassure du mouvement ouvrier sur ce problème, et à la démobilisation comme à Roussel ou De Wendel.

Que proposons-nous ?

Le problème de l'emploi entre dans le cadre de la lutte politique. C'est tout de suite qu'il faut se battre *dans et autour de l'entreprise*. C'est pourquoi le secteur entreprise visait la lutte pour le plein emploi comme objectif prioritaire et *donne mandat à la C.N.E.* pour :

1) Constituer à partir des éléments dégagés à la troisième C.N.E. un dossier du militant pour amorcer la campagne ;

2) Rédiger un livre noir sur l'emploi destiné à une diffusion de masse parmi les travailleurs.

La lutte sur l'emploi doit être liée étroitement à l'ensemble des luttes ouvrières sur les salaires, les cadences, les conditions de travail.

Face à la division que créent le patronat et l'Etat bourgeois dans la classe ouvrière et parmi les couches populaires, il faut créer les conditions de l'unité populaire autour de l'axe du contrôle ouvrier.

Luttes ouvriers - paysans

La pénétration du capitalisme dans l'agriculture, qui fait de nombreux paysans des semi-prolétaires, travaillant pour le compte du Crédit Agricole et des firmes agro-alimentaires, rend possible le nécessaire combat commun de la classe ouvrière et de la classe paysanne. Dans la perspective du mouvement politique de masse, le PSU entend œuvrer à la réalisation de cette unité populaire naissante, et contribuer à l'établissement des liaisons ouvriers-paysans.

Les apparences

Or, de nombreux obstacles s'opposent à cette liaison : le premier tient à la méconnaissance réciproque des deux milieux, soigneusement entretenue par les organisations traditionnelles : le paysan est aux yeux de l'ouvrier, sinon un capitaliste, un possédant (terre), maître de ses moyens de production et de ses conditions de travail.

L'ouvrier apparaît aux paysans comme assuré de la sécurité d'emploi, de la retraite, du repos hebdomadaire, d'un revenu monétaire fixe. Par ailleurs, des contradictions objectives existent de manière permanente (ouvrier d'une coopérative dont les paysans sont en apparence les patrons) ou surgissent à l'occasion des luttes : transports en grève mettant en dommage les récoltes périssables ; paysans réduisant les ouvriers au chômage technique en refusant de livrer leurs produits.

L'histoire des liaisons récentes donne quelques exemples pour dépasser dans les luttes ces contradictions. Mais toutes les liaisons ne sont pas également significatives.

Les premiers pas

— A un premier niveau se situe le soutien des paysans à des grèves sous forme de vente directe de produits aux grévistes, au prix coûtant, ou d'aide financière directe. (Conflit des Batignolles, Rhodiacta-Besançon). Il est nécessaire de reprendre et de systématiser cette pratique dès le début des grèves.

Dans la même perspective les militants doivent populariser les luttes paysannes dans les entreprises, et favoriser les formes de soutien possibles des ouvriers (participation aux manifestations, etc.).

La bataille peut parfois être commune. A à Besançon le patron bourgeois est également un cumulard qui veut se constituer une réserve de chasse. Lors d'une grève dans son entreprise, les ouvriers et paysans réalisent et collent ensemble l'affiche « Nouveau seigneur bourgeois exploite les travailleurs, exproprie les paysans ».

Ce type d'action est souvent très important comme point de départ d'une connaissance mutuelle, problème auquel les réunions communes ouvriers-paysans sans rapport avec une lutte précise et sans autre objectif que l'information réciproque ne constituent pas une réponse adéquate, même si elles ne sont pas systématiquement à proscrire.

— A un second niveau se situent les luttes communes d'usagers sur des secteurs pris en main par le capitalisme.

Exemple d'un syndicat intercommunal qui vend à un vendeur d'eau le réseau de distribution, ce qui double le prix de l'eau. Action commune ouvriers-paysans dans cent dix communes du Doubs.

● Lutte contre l'extension du camp militaire du Larzac ;

● Lutte contre la suppression des petites lignes de chemin de fer dans les régions défavorisées.

Ces luttes permettent une pratique commune entre ouvriers, paysans et autres couches populaires, et donnent lieu à des actions de masse, mais elles ne résolvent pas pour autant les problèmes qui peuvent surgir lorsque les luttes et les formes d'action d'une catégorie semblent léser à première vue les intérêts de l'autre catégorie (troisième niveau).

Les contradictions à résoudre

Il s'agit de l'expression de contradictions objectives dont la résolution dans la lutte fait progresser la prise de conscience et forge l'unité populaire comme on l'a vu à Entremont, où l'action commune a trouvé des formes concrètes et spécifiques à propos du ramassage du lait pour faire reculer le patron et triompher les revendications paysannes sans que les conditions de travail ni la rémunération des ouvriers s'en trouvent affectées. C'est le cas également dans le midi, où la jonction cheminots-paysans, qui reste à généraliser, a parfois permis aux travailleurs du rail, une fois la grève décidée, de laisser rouler les trains transportant les récoltes périssables assurant la survie des petits paysans, aux paysans de ne pas réduire les ouvriers au chômage technique en sabotant les voies ferrées de manière « sélective ».

La résolution de ces contradictions permet de poser en termes de lutte de classe, la nécessaire alliance ouvriers-paysans. C'est contre le même ennemi, par la même lutte que se forge l'unité des opprimés.

— Cette hiérarchisation des niveaux doit être encore largement discutée. Ce n'est qu'une contribution à la mise sur pied d'une stratégie d'ensemble.

Rôle des militants révolutionnaires

Au cours des actions communes, l'unité populaire ne doit pas être récupérée pour une quelconque organisation politique, le PSU y compris, car cela ne correspondrait pas à la réalité des luttes. Mais les militants du PSU doivent être à l'initiative de ces actions, doivent y défendre des positions en accord avec leur ligne politique générale, tout en ayant en tête le souci de l'unité et de la victoire. Ils doivent, collectivement, avec tous les militants engagés dans la lutte, en dresser le bilan politique au cours d'AOP circonstancielles pour progresser ensemble. C'est en fonction des conditions concrètes de la lutte que se pose et se résout alors, localement, la question de l'apparition ou non du PSU en tant que tel.

L'unité ouvriers-paysans constitue dans la période présente un axe de travail essentiel pour le parti ; d'une part en raison des solutions qu'elle ébauche au problème de la résolution des contradictions au sein du peuple, d'autre part en raison de l'incompatibilité profonde entre l'unité ouvriers-paysans dans la lutte, et le rassemblement des couches antimonopolistes derrière un programme de démocratie avancée. Contribuer à la réalisation de cette unité, c'est opposer l'alternative révolutionnaire à la voie réformiste.

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique de rédaction :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Christian Leucate - Robert Michel - Henry Rosengart.

Rédaction :

Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger

●
Directeur
de la Publication
Guy Degorce

●
Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Photos dans ce numéro :

A.F.P. (p. 5)
A.F.P. (p. 9)
A.F.P. (p. 10)
D.R. (p. 14 et 16)

Le présent numéro est tiré
à 24.000 exemplaires

L'Arlequin-Parnasse

(Métro Denfert-Rochereau - Gaîté) - 306-93-98

« DINER-THEATRE » : 50 F
vin compris

L'homme qui vomit
des petits lapins

d'après Julio CORTEZAR
Diner 20 h - Spect. 21 h 30

PANTHÉON

Le lien

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

L'engagé involontaire

Alain Moutot

La teinte politique qui colore l'ensemble de son œuvre n'a pas été sans influence sur l'incontestable popularité de Charlie Chaplin. Mais cette auréole de gloire est tout empreinte d'ambiguïté et de contradictions tenant à la fois aux caprices de l'individu et au label rouge un peu trop hâtivement accolé à ses réalisations. Du reste, le moindre génie de Charlot n'est peut-être pas d'avoir participé au mythe créé autour de son personnage.

Une célébrité méconnue

Car sans se faire violence, le cinéaste a laissé opposer au capitaliste parvenu, la frêle silhouette mondialement connue du pauvre hère, inspiré d'une enfance passée dans la misère et l'humiliation. De même, il a laissé courir et se répandre, sans trop de résistance, une fausse réputation de communiste, ce qui n'a pas manqué pour toute une intelligentsia de gauche, d'ajouter à la séduction du personnage. La renommée d'homme engagé avait été acquise à la suite de sa comparution devant la peu fameuse Commission des activités anti-américaines et auparavant, par les démarches courageuses qu'il avait effectuées en vue de la création d'un deuxième front de soutien aux armées soviétiques contre l'Allemagne nazie. Et pourtant, c'est le même homme, qualifié de « porteur de la subversion rouge » qui a spéculé sur la valeur de ses films à partir d'une opération commerciale banale. Elle consiste à retirer du circuit une denrée rare pour la ressortir au moment où elle est censée être le plus rentable financièrement. Cette attitude vis-à-vis de sa propre œuvre a permis de laisser libre cours à toutes les interprétations divergentes sur des films qu'on ne pouvait plus voir depuis vingt ans. L'hommage officiel au maître du Septième art, qui étouffe plus qu'il ne révèle, a provoqué également ce

paradoxe : bien que célèbre, Charlie Chaplin demeure inconnu pour la nouvelle génération.

Un pamphlet plus moral que politique

Dépasser les apparences et tenter de faire le point sur l'engagement politique de Charlie Chaplin peut paraître une gageure. La meilleure méthode consiste, pour éviter de renforcer le mythe ou d'enfoncer des portes ouvertes, à se référer sans servilité, mais aussi sans rancœur aux images de l'œuvre et à rien d'autre. Justement, dans les « Temps modernes », les deux célèbres plans du début paraissent symboliser le film entier. Coup sur coup, nous sont présentés un troupeau de moutons et une masse d'ouvriers sortant du métro. Le cri d'alarme (un peu comme en Mai 1968 « Les veaux aux urnes ») est lancé d'entrée de jeu contre les dangers que la civilisation dite industrielle fait courir à la liberté et à la dignité de l'homme. Ce troupeau préfigure l'abrutissement auquel conduit la soumission totale de l'homme à la machine. Et l'avertissement a inspiré à Charlie Chaplin des gags significatifs : Charlot incapable de s'arrêter de serrer des écrous au sortir du travail à la chaîne, exécute le ballet du fou dansant, abruti par le geste machinal ; la machine à faire manger l'ouvrier sans perte de temps, se détraque et détraque le patient. Et, surtout, l'usine elle-même, transfigurée en une Métropolis écrasante et aseptisée, délibérément décrite avec une stylisation outrée qui accentue l'impression d'un monde conçu contre l'homme.

Là, les prolétaires semblent célébrer un culte imposé au dieu machine qui les voue à un asservissement complet. Mais l'accusation se précise encore : l'âme damnée de la machine, c'est le patron. Une télévision outrée qui accentue l'impression d'un monde conçu contre l'homme.



dences, de l'accélération infernale et insensée de la chaîne de montage et même de surprendre Charlot fumant dans les toilettes. L'œil du maître est partout et en impose à toutes les consciences. Le refus de Charlot, contre cet univers concentrationnaire s'exprime par les mille facéties qu'il s'ingénie à trouver. Bottant en cachette les fesses du contremaître ou du capitaliste, il réalise le vœu plus ou moins inconscient des spectateurs. De même, dans le contexte atroce de l'époque, il manifeste la révolte du faible, même s'il cède au misérabilisme. Ses gags représentent un dépassement par rapport au simple spectacle. Le rire est à la fois libérateur et contestataire ; il n'est point aliénant. Au titre de révélation des contradictions de son temps, des menaces sociales contemporaines et futures, on peut parler à propos de Charlie Chaplin d'engagement.

L'apparence et la cause

Mais si les « Temps modernes » constitue un pamphlet,

il faut savoir de quel pamphlet il s'agit exactement. Ce qui saute aux yeux à la nouvelle vision du film, c'est que l'opposition du petit sympathique face au gros vilain, résidu de la dialectique maître-esclave, n'est pas toujours orientée contre le processus politique qu'engendre un tel écrasement de l'individu. L'arme est pour ainsi dire détournée contre les victimes de ce système. Ainsi, dans la chaîne de montage, Charlot n'hésite pas à frapper ses compagnons, pourtant victimes du même monde aliénant.

Ces sautes d'humeur concrétisent certes le refus de se laisser robotiser, mais la solidarité lui est étrangère.

Ainsi, il va jusqu'à dénoncer à la vindicte du gardien-chef ses camarades qu'il accuse d'avoir déclenché la désorganisation de la chaîne provoquée en fait par lui. Plus tard, dans la prison, il se fera l'auxiliaire zélé de la police pour coffrer ses compagnons d'infortune, or, une autre séquence donne trop rapidement à penser qu'ils sont devenus voleurs par nécessité. Les véritables respon-

sables de l'oppression, eux, sont épargnés. Si Charlot sait manier habilement ses grands pieds, il sait pareillement jouer des coudes pour tricher devant une longue file d'attente pour l'embauche. Le rire se crispe ou devient alors complicité. Nul étonnement si le chapelet de gags qu'il égrenne vise à l'exaltation de l'individualisme, de la débrouillardise au mépris des autres. Le geste qui avait paru le plus inspiré politiquement ne fait que répondre à des motivations psychologiques et plus simplement au hasard. Ainsi s'il devient porteur d'un drapeau rouge tombé d'un camion, c'est à son insu, jamais par volonté d'agir contre les causes réelles de la misère du temps où un capitalisme putréfié voue au chômage des millions de travailleurs. Derrière le leader, malgré lui, viennent s'agglutiner des manifestants, présentés comme des veaux prêts à suivre n'importe quel meneur. En fait, dans les « Temps modernes », Chaplin s'en prend beaucoup plus à la civilisation industrielle qu'à son utilisation insensée par le capitalisme qui a mené le monde à la grande dépression de 1929. Roland Barthes remarquait très justement que ce personnage « recouvre le manœuvre révolté contre la machine, désemparé par la grève, fasciné par le problème du pain, mais encore incapable d'accéder à la connaissance des causes politiques et à l'exigence d'une stratégie collective ». Face à la montée du cinéma parlant, Chaplin renâcla tant qu'il put pour sauver le film silencieux.

Le romantisme indispensable

De même S. M. Eisenstein qui l'admirait (honorant Medvedkine du titre de « Chaplin bolchevique ») avait déjà dénoncé son individualisme. Individualisme qui évite la remise en cause globale d'un système aliénant par la solidarité indispensable de tous les exploités et qui le conduit à la pire des fuites en avant : préconiser le chômage comme remède à tous les maux alors que c'est la tare d'une époque qui en crève. Mais Charlie Chaplin est un homme seul et à homme seul solution de solitaire, inspirée du répertoire petit-bourgeois le plus éculé : quitter le monde en compagnie d'une chaste gamine sur une route vide. La négation du fait collectif est à son comble. Et Chaplin de déclarer volontiers : « Le romantisme est la condition sine qua non de l'existence. »

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

9, rue Borromée, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h

VOUS PROPOSE

Liste numéro 9

— Des militants du P.S.U., présentés par M. ROCARD	13,00 F
— Europe et Amérique, L. TROTSKY	30,00 F
— Le Parti communiste français, A. BARJONET	16,50 F
— Paris libre 1871, J. ROUGERIE	8,50 F
— Le pouvoir ouvrier, S. MALLET	20,00 F
— Le P.C.F. et la question coloniale. 1920-1965, J. MONETA	18,10 F
Prix réel	106,10 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser avec le montant à :

TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée, Paris 15^e
C.C.P. 58.26.65 Paris

Meeting

— l'emploi et les luttes de masse des travailleurs dans la REGION PARISIENNE

Jeudi 3 février
Mutualité (Grande salle)
PARIS 5^e

PSU

PARTI SOCIALISTE UNIFIE



DES MILITANTS DU PSU PRESENTES PAR

michel rocard

epi

Interviews recueillies par Noël Monier

Format 14 x 20 - 240 pages - Prix 13 F
Bon de commande à « Tribune Socialiste »
9, rue de Borromée, PARIS XV
C.C.P. Paris 5826 65

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste 2 F

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.	
N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.	
N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.	
N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.	
N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.	
N° 24-25 - La police dans la lutte de classes	2 F
N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats »	1 F
Le numéro simple	1 F
Le numéro double	2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F
à « TRIBUNE SOCIALISTE »
9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Pour une théorie et une pratique révolutionnaires

Critique socialiste

Revue théorique du P.S.U.
bimestrielle

● Le n° 5 vient de paraître (100 p.)
Sommaire :

- Sur les thèses du Manifesto (Jacques KERGOAT)
- La stratégie des forces ouvrières traditionnelles à la lumière des événements de Reggio Calabria (Jean ROIG)
- Pour un débat sur la stratégie internationale (Manuel BRIDIER)
- Sur le capitalisme américain (Pierre MERCIER)
- Culture et mouvement féminin (Sharon COURTOUX)
- Réflexions sur le problème de la femme (Thérèse CARETTE)

● A paraître dans les n° suivants

- Lénine sur la question nationale et sur les Etats-Unis socialistes d'Europe (Pierre NAVILLE)
- Sur les bases objectives du révisionnisme en France (Emmanuel TERRAY)
- Sur le Traité d'Economie Marxiste et le programme du P.C.F. — Nationalisations, entreprise, Etat (Philippe BRACHET) — L'économie politique de la classe ouvrière (J.-M. VINCENT) — Politique économique et planification (M. BRETON) — Sur les qualifications et l'exploitation du travail (Pierre ROLLE).

Le n° 5 F. Abont : 1 an = 6 n° = 24 F

● Indiquez le numéro de départ de votre abonnement

● Achats par 10 exemplaires : 45 F

par 20 exemplaires : 80 F

Editions Syros

9, rue Borromée, 75-PARIS 15^e
C.C.P. n° 19.706.28 PARIS

DIRECTION GEORGES WILSON

Grande salle

Salle Gémier

à partir du 8 janvier

des frites, des frites,
des frites...



ARNOLD WESKER

Places : 5 F, 9 F, 11 F



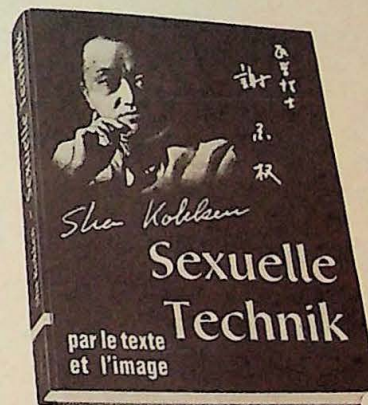
sauvés



EDWARD BOND

Places : 11 F

Location : aux caisses, par correspondance, et 553-27-79



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57 Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P.

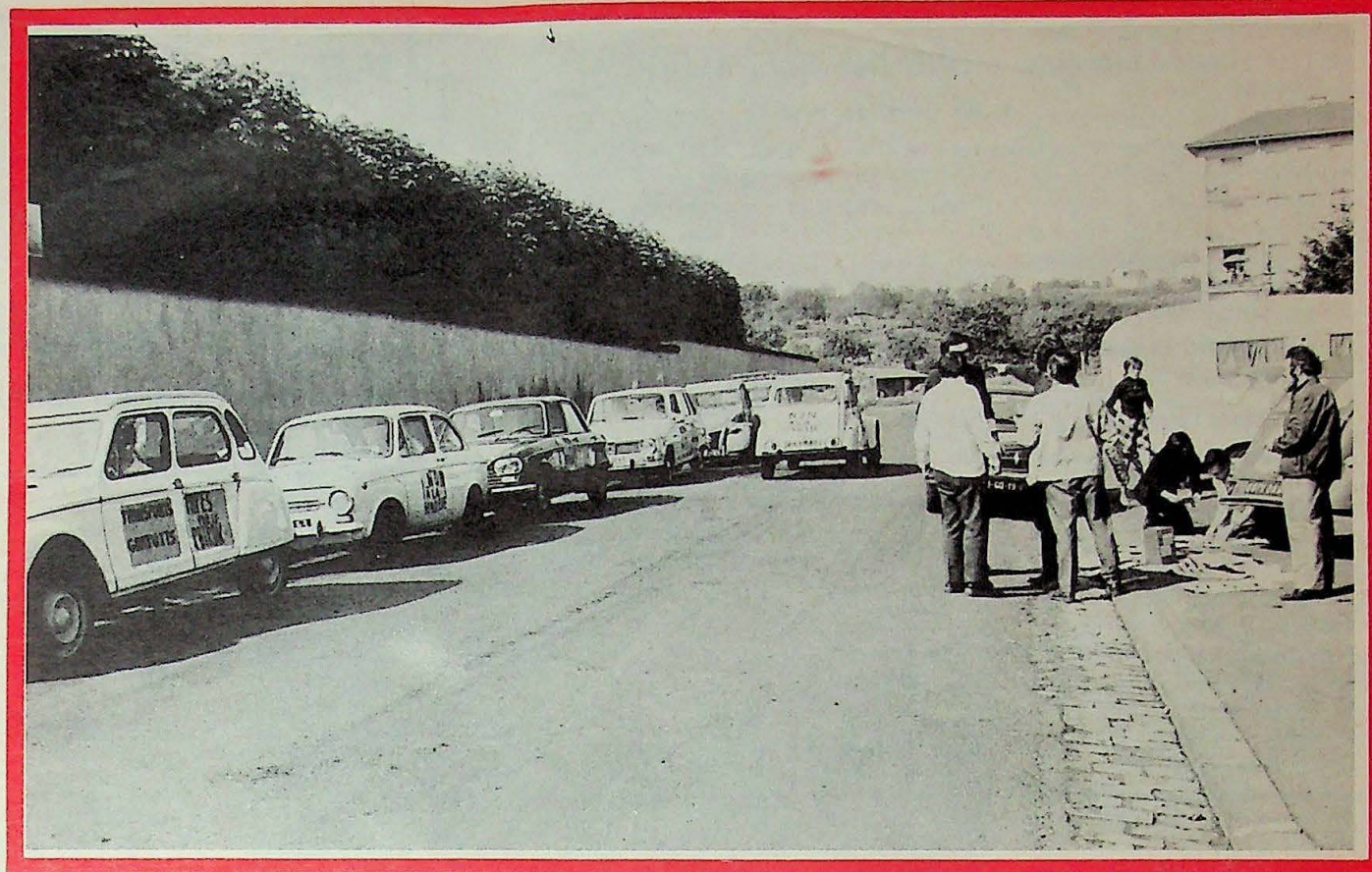
Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)

M.

Adresse

Mode de paiement



Transports

La province aussi...

Jacques Kergoat

Après les manifestations contre les hausses, les actions de soutien à la grève de la R.A.T.P., et la manifestation de la gare du Nord, la F.C.U.T.C.R.P. éprouve aujourd'hui le besoin de faire le point. Après dix-huit mois d'existence, les assises des comités d'usagers qui auront lieu le 22 janvier ont aussi plusieurs points à leur ordre du jour : les relations entre les usagers et les employés des transports en commun, la lutte contre les compagnies privées, les thèmes de campagne et, bien entendu, les perspectives politiques générales dans lesquelles peut s'intégrer le travail des comités d'usagers.

L'unité des « mal-transportés »

En dehors de ces problèmes, elle a également mis à l'ordre du jour le problème de sa propre transformation en Fédération nationale des comités d'usagers. Les raisons de cette initiative sont nombreuses.

D'abord, les comités d'usagers parisiens savent bien que, à l'occasion de chaque lutte — et notamment des luttes contre les hausses — le gouvernement se sert habilement de l'antagonisme Paris-province. « Ces privilégiés de Parisiens, qui revendiquent pour 10 centimes, alors que nous... Et, en plus, c'est nous, en tant que contribuables, qui payons pour eux... », etc. Cette campagne n'est pas sans échos. On peut certes multiplier les explications. Mais comment répondre mieux qu'en faisant apparaître, dans la lutte, la solidarité des « mal-transportés », qu'ils soient Parisiens ou provinciaux ?

Ensuite, le problème des transports en commun se pose maintenant dans la quasi-totalité des grandes villes françaises : de Lille à Toulouse, la colère semble bien être la même.

Enfin, des luttes ont déjà été menées, démarche dispersée, il est vrai. Sur ce terrain, le P.C.F. ne veut visi-

blement pas être pris de court comme ce fut le cas dans la région parisienne. Département après département, ses Fédérations se mettent en branle, avec un schéma maintenant bien rodé : conférence de presse, « plan d'urgence des communistes », intervention au niveau de la municipalité, etc. Les révolutionnaires n'ont pas non plus été inactifs.

Les luttes qui ont été menées en province sur le problème des transports ont, bien entendu, leurs caractéristiques propres. Les conditions de transport sont en effet bien différentes d'une région à l'autre, et n'ont parfois que peu de rapport avec celles que connaît la région parisienne. Elles ont aussi été pris en charge par des structures bien différentes : comités d'usagers, sections du P.S.U., comités d'habitants ou de quartiers. Souvent, elles retrouvent cependant les mêmes problèmes.

Le « métro-vermicelle »

Il s'agit d'abord de l'organisation des transports en fonction des intérêts du patronat. Les habitants de l'Elsan, un nouveau quartier de Strasbourg, cité-dortoir coincée entre l'III et l'autoroute, l'ont découvert à partir d'une interrogation sur leurs loisirs : à partir de 20 h le soir, plus de bus pour aller en ville. Même chose le dimanche : pas de bus. Alors l'interrogation jaillit spontanément : « Le bus ne servirait-il que pour aller travailler, que pour aller se mettre à la disposition du patron ? »

Nos camarades de Lyon, dans un contexte différent, constatent, eux, que dans le passé, les intérêts situés dans le centre ont commandé un réseau de transports en commun en étoile. Aujourd'hui, dénonçant le « métro-vermicelle », c'est-à-dire le trajet prévu par Pradel, le maire de Lyon, pour « son » métro, ils constatent que ce trajet obéit aux intérêts de la

bourgeoisie lyonnaise, intérêts situés dans la presqu'île (commerces, bureaux) et bientôt étendus à la Part-Dieu. Quant à la remise en route du réseau de voies ferrées, qui existe (100 km de ligne) et qui pourrait diminuer sensiblement le temps de transport pour les travailleurs, il n'en a bien sûr jamais été question...

Une réalité politique nationale

Et puis, bien sûr, la constatation que, là aussi, c'est le profit qui commande souvent l'organisation des transports et qu'on l'avoue cyniquement. Un seul exemple : le comité d'usagers et les militants P.S.U. de Saint-Jacques — un quartier de Clermont-Ferrand où 87 % des habitants se déclarent insatisfaits des transports en commun — vont trouver en délégation le président du Conseil général du Puy-de-Dôme, appuyés par les signatures de près d'un millier d'habitants du quartier et entre autres réclamations, demandent des cars plus nombreux aux heures de pointe. La réponse est simple : « Ce n'est pas possible. Tout le matériel doit rouler. Et si on met des cars supplémentaires aux heures de pointe, ils seront inutilisés pendant le reste de la journée, donc non rentables. » La constatation s'impose alors aux habitants du quartier : pour ceux qui gèrent la commune et le département, les transports sont d'abord une source de profits.

Les méthodes d'action sont également très diverses. On retrouve ici et là des procédés qui ont déjà fait leur preuve dans la région parisienne : enquêtes d'abord, pétitions parfois — avec la volonté clairement affirmée de ne pas en rester là. Lyon prépare un « Livre Noir ». Les actions de « boycott », d'autant plus efficaces qu'elles s'attaquent à des compagnies privées, ont également été expérimentées. A Nancy, elles avaient déjà été expé-

mentées avec succès il y a plus d'un an. D'autres expériences ont eu lieu depuis.

A Clermont, par exemple, lors de l'augmentation des tarifs en mai dernier, les comités d'usagers et le P.S.U. ont organisé, quatre samedis durant, des transports gratuits en voiture particulière pour protester contre cette hausse : ce sont plusieurs milliers de personnes qui ont été ainsi transportées.

Ce n'est pas qu'à Paris, également, que l'on retrouve le problème des alliances, et notamment la difficulté d'un travail commun avec le P.C.F. et la C.G.T. Nos camarades de St-Etienne se sont trouvés dans la même situation que nos fédérations de la région parisienne. Participant à un cartel avec le P.C.F., le P.S., la C.G.T. et la C.F.D.T., ils ont dû s'en retirer, non seulement en raison des obstacles que mettait le P.C.F. à l'expression publique des autres membres du cartel, mais aussi en constatant l'ampleur des divergences de fond : le P.C.F., réaffirmait certes verbalement son souci de la priorité aux transports en commun mais se refusait à faire ou dire quoi que ce soit qui puisse « culpabiliser » les usagers de l'automobile.

Bref, des expériences existent déjà en province, qui permettent de confronter les luttes et d'en tirer un premier bilan. C'est ce qui nous fait considérer comme justifiée l'initiative « nationale » de la Fédération des comités d'usagers. Partout où se pose le problème des transports, nous demandons à nos fédérations et sections de soutenir cette initiative. Qu'elles s'adressent pour cela, sans sectarisme, à toutes les forces intéressées pour une action de ce type et en premier lieu, bien sûr, aux camarades de Lutte ouvrière qui — avec nous — contribuent largement depuis le début à l'animation des comités d'usagers.